Évaluation finale

Collaborer pour l´eau, pour un futur durable

Programme 2017 – 2021

Rapport de synthèse

Avril 2022

Nico Bakker
Raja Litwinoff

Calipso lda
n.bakker@calispo-lda.net
Portugal

Résumé

Le programme *Collaborer pour l´eau, pour un futur durable* de Join for Water (JfW) a été mis en oeuvre de janvier 2017 à décembre 2021. L´objectif global du programme est l´accès inclusif et durable à l´eau et aux services d´assainissement de qualité pour améliorer la situation socio-économique de tous, ce qui permettra aux hommes et aux femmes de subvenir à leurs besoins, renforcer leur résilience, et leur permettre de se développer et faire leurs propres choix.

Cette évaluation finale est une auto-évaluation assistée au niveau de 6 pays (Ouganda, Burundi, RDC, Bénin, Mali et Haïti). Le bureau de conseils Calipso a été engagé pour accompagner et orienter le processus d´auto-évaluation et à la fin préparer le rapport de synthèse des 6 rapports pays.

L'assistance externe était fournie à distance, avec une exception constituée par une mission de terrain en Ouganda. En aucun moment Calipso s'est substitué aux équipes évaluatrices formées dans les 6 pays.

L´évaluation consiste donc en les rapports pays et ce rapport de synthèse préparé par l´équipe de Calipso. Le processus de cette évaluation a été réalisé entre septembre 2021 et avril 2022. L´évaluation avait 3 objectifs :

- Rendre compte des résultats obtenus à la DGD.
- Apprentissage de Join For Water, des partenaires et autres parties prenantes pour aider à la définition, l'amélioration et la mise en œuvre de projets/programmes futurs.
- Renforcement des capacités de JfW et ses partenaires en matière d´évaluation et de gestion du cycle du projet.

Ce rapport de synthèse est basé sur les rapports provisoires pays et ne représente de la part de Calipso que la validation du processus et non des résultats, selon les souhaits du commanditaire.

Méthodologie

L´approche de cette évaluation était un mélange de méthodes qualitatives et quantitatives, mais veillait à ce que des exercices de triangulation fussent faits. La participation des différents partenaires a été assurée par plusieurs mécanismes. Les équipes pays de cette auto-évaluation étaient composées par des représentants des bureaux régionaux, un représentant du siège de JfW et des représentants des partenaires de JfW (ONGs locales et communes) dans le programme. D'autres acteurs ont été impliqués notamment comme sources d'informations, mais aussi pour valider les résultats de l'évaluation – pays et fournir des recommandations par rapport aux interventions au cours des séances de restitution.

Vu les limites de l´évaluation, entre autres, un échantillon très limité et un manque de triangulation, les résultats doivent être interprétés avec beaucoup de précaution.

À l´exception d´une personne, tous les participants au processus sont d'accord qu'il y a eu plusieurs apprentissages. On peut distinguer 2 grands niveaux d'apprentissages : 1) La participation et 2) La gestion du cycle de projet, qui se fondent souvent dans un seul niveau ; a gestion participative du cycle de projet.

Résultats des évaluations et changements identifiés

Au cours du processus d´évaluation, les équipes ont découvert certaines limitations de leurs CL, qui nuancent les possibilités de mesurer l´atteinte des résultats. Néanmoins, les équipes sont d´avis que globalement les cibles des indicateurs sont atteints.

Les évaluations dans les différents pays ont identifiés des changements dans plusieurs domaines : Approvisionnement en eau potable et en eau agricole, l´assainissement, la GIRE, la gouvernance, le plaidoyer et encore au niveau du renforcement des capacités des partenaires et des changements au niveau de l´alimentation. Pour l´appréciation des changements, il est

important de garder à l'esprit les limites méthodologiques et la prudence qui s'impose dans l'interprétation.

Globalement, **la pertinence** est considérée bonne par les équipes avec des interventions selon les besoins existants et en ligne avec des politiques. Les points faibles identifiés sont: GIRE pas toujours aligné avec la priorité des populations, le choix de certains bénéficiaires, les besoins en assainissement pas suffisamment considérés, certaines zone d'intervention et des doutes sur les options techniques et partenaires avec peu d'expertise.

Globalement, **l´efficacité** est considérée bonne par les équipes avec une référence à l´atteinte des cibles des Cadres Logiques.

Globalement, **l´efficience** est considérée bonne par les équipes, avec les budgets exécutés et les types d'activités réalisées.

Globalement, **la durabilité** technique, institutionnelle, sociale et écologique est considérée bonne par les équipes, même si il y a effectivement des soucis importants.

Globalement, **l´impact** est considéré positif par les équipes entre autres au niveau de la santé, des revenus et de la production et de l´écologie.

Au niveau du **genre,** les équipes jugent les effets assez positifs avec plus de femmes dans des comités et des femmes qui prennent le parole plus aisément, un gain de temps, plus de revenus et de sécurité, même si davantage pourrait été fait.

Les équipes jugent que les niveaux de **la participation** dans les différentes phases (identification, planification, mise en œuvre et évaluation) ont été positifs.

Conclusions globales des rapports : Vu les contextes difficiles, le programme du MYP 2017-2021 s'est globalement correctement déroulé. En améliorant l'accès à des services d'eau potable, hygiène/assainissement et eau agricole, on peut conclure que le programme a eu des impacts positifs en matière de santé, sécurité alimentaire, la gouvernance locale et l´écologie.

Recommandations:

En ce qui concerne la conception : établir des lignes de base, définir des indicateurs plus réalistes, améliorer les méthodologies de vérification IOV, conceptions, budgétisation des modèles et programmation des ouvrages adaptés aux besoins, choix des approches / méthodologies selon les besoins et réalités, augmenter l'attention au genre, augmenter le plaidoyer au niveau national, adapter la logique d'intervention, les procédures, etc. à une situation d'urgence et les stratégies de sorties à partir de la moitié du programme.

En ce qui concerne la gestion du programme et la mise en œuvre : améliorer le suivi des risques / contextes, faire des études d´impact / étude de faisabilité des actions GIRE, améliorer la communication JfW-partenaires, améliorer le soutien par JfW des partenaires, envisager d'identifier des solutions alternatives aux activités programmées pour atteindre des résultats, envisager la collecte systématique de données au cours du programme - à tous les niveaux, sur plusieurs supports, approfondir des synergies, améliorer les stratégies "soft", surtout les stratégies participatives et augmenter l´attention au genre.

En ce qui concerne le partenariat / les relations institutionnelles / le renforcement des capacités : une **i**mplication plus active des parties prenantes et plus de responsabilisation, inclusion plus active du Gouvernement / des autorités locales /autres acteurs, augmenter le soutien aux comités, partage des leçons apprises avec et entre acteurs, continuation de bonne implication des parties prenantes, améliorer la communication entre JfW et partenaires, augmenter l´échange de connaissances JfW – partenaires , mieux définir les rôles des partenaires, améliorer les diagnostics et besoins de renforcement de capacités, soutien thématique aux partenaires sur les thèmes « nouveaux», déterminer l'objectif et le public de la capitalisation, prévoir un renforcement institutionnel des partenaires et/ou autres acteurs après le programme.

Executive summary

Join for Water's (JfW) Collaborate for Water, for a Sustainable Future programme was implemented from January 2017 to December 2021. The overall goal of the programme is inclusive and sustainable access to quality water and sanitation services to improve the socio-economic status of all people, which will enable men and women to sustain themselves, build resilience, and enable them to develop and make their own choices.

This final evaluation is an assisted self-assessment at the level of 6 countries (Uganda, Burundi, DRC, Benin, Mali and Haiti). The consultancy firm Calipso was contracted to accompany and guide the self-assessment process and at the end prepare the synthesis report of the 6 country reports.

External assistance was provided remotely, with the exception of a field mission to Uganda. At no time did Calipso replace the evaluation teams formed in the 6 countries.

The evaluation therefore consists of the country reports and this synthesis report prepared by the Calipso team. The evaluation process was carried out between September 2021 and April 2022. The evaluation had 3 objectives:

- To report on the results achieved to the DGD.
- Learning from Join for Water, partners and other stakeholders to help define, improve and implement future projects/programmes.
- Capacity building of JfW and its partners in evaluation and project cycle management.

This synthesis report is based on the interim country reports and represents on the part of Calipso only the validation of the process and not of the results, according to the wishes of JfW.

Methodology

The approach to this evaluation was a mixture of qualitative and quantitative methods, while ensuring that as much as possible that information was triangulated. The participation of the different partners was ensured through several mechanisms. The country teams for this self-evaluation were composed of representatives from the regional offices, a representative from JfW headquarters and representatives of JfW's partners (local NGOs and municipalities) in the programme. Other actors were involved as sources of information, but also to validate the results of the country evaluation and provide recommendations for interventions during the feedback sessions.

Given the limitations of the evaluation, including a very limited sample size and a lack of triangulation, the results must be interpreted with great caution.

With the exception of one person, all participants in the process agree that there was a lot of learning. Two main levels of learning can be distinguished: 1) Participation and 2) Project cycle management, which often merge into one level; participatory project cycle management.

Evaluation results and identified changes

In the course of the evaluation process the teams discovered some limitations of their LCs, which make it difficult to measure the achievement of results. Nevertheless, the teams are of the opinion that overall the targets have been met.

The country evaluations identified changes in several areas: drinking and agricultural water supply, sanitation, IWRM, governance, advocacy, capacity building of partners and changes in food. In assessing the changes, it is important to bear in mind the methodological limitations and the need for caution in interpreting the results.

Overall the **relevance** is considered good with interventions according to existing needs and in line with existing policies. Weaknesses identified are IWRM not always the priority of the populations, the choice of some beneficiaries, sanitation needs not sufficiently considered, some intervention areas and doubts on technical options and partners with little expertise.

Overall, **effectiveness** is considered good with reference to the achievements according to the indicators of the Log Frame.

Overall **efficiency** is considered good, with budgets executed and activities carried out.

Overall technical, institutional, social and ecological **sustainability** is considered good, although there are some concerns.

Overall, the **impact** is considered positive in terms of health, income, production and ecology, among others.

In terms of **gender**, the teams consider the effects to be quite positive, with more women on committees and women speaking out more easily, saving time, increasing income and security, although more could be done.

The teams consider that the levels of **participation** in the different phases (identification, planning, implementation and evaluation) have been positive.

Overall conclusions: Given the difficult contexts, the MYP 2017-2021 programme has generally performed well. By improving access to safe water, hygiene/sanitation and agricultural water services, it can be concluded that the programme has had positive impacts on health, food security, local governance and the ecology.

Recommendations:

Regarding the design: establish baselines, define more realistic indicators, improve IOV verification methodologies, design, budgeting models and programming of works adapted to needs, choice of approaches/methodologies according to needs and realities, increase attention to gender, increase advocacy at national level, adapt intervention logic, procedures, etc. to an emergency situation and exit strategies from the middle of the programme.

Regarding programme management and implementation: improve risk/context monitoring, conduct impact studies/feasibility study of IWRM actions, improve JfW-partner communication, improve JfW support to partners, identify alternatives to programmed activities to achieve results should be considered, systematic data collection during the programme - at all levels, in several media, deepen synergies, improve "soft" strategies, especially participatory strategies and increase attention for gender.

With regard to partnership / institutional relations / capacity building : more active involvement of stakeholders and more accountability, more active inclusion of Government / local authorities / other actors, increase support to committees, sharing of lessons learned with and between actors, continue good stakeholder involvement, improve communication between JfW and partners, increase knowledge exchange JfW - partners, better define roles of partners, improve diagnosis and capacity building needs, thematic support to partners on "new" themes, determine objective and audience of capitalisation, foresee institutional strengthening of partners and / or other actors after the programme.

.

Liste des abréviations et des acronymes

Abréviations / acronymes	Explication
ACEP	Association des Consommateurs d´Eau Potable (Bénin)
ADéCB	Association pour le Développement des Communautés à la Base-Mali
AEPHA	Accès Eau Potable, Hygiène et Assainissement-Bénin
AI	Association des Irrigants – Haïti
AGR	Activité Génératrice de Revenus
AIRM	Association des Irrigants de la Rivière Moustique - Haïti
AMASBIF	Association Malienne pour la Sauvegarde du Bien-être Familial - Mali
ATPC	Assainissement Totale Piloté par les Communautés
AVEDEC	Association Villageoise d'Entraide et de Développement Communautaire - Burundi
C I	Commune I du District de Bamako
C IV	Commune IV du District de Bamako
CAD	Comité d'Aide au Développement
CAEPA	Comité Adduction Eau Potable et Assainissement – Haïti
CAP	Connaissances, Aptitudes, Pratiques
CAR	Cellule d'Appui Régional de JfW
CBVRMED	Comité de bassin versant de la rivière Moustique pour une Exploitation Durable-Haiti
CG	Comité de Gestion
CIDRI	Centre d´Initiation au Développement Rural en Ituri - RDC
CL	Cadre Logique
CLE	Comité Local de l'Eau
COVID / COVID 19	Maladie à Coronavirus
DGD	Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire
DT / DTF	Dossier Technique / Dossier Technique et Financier
ECOSAN	Ecological Sanitation (type de latrine)
GeD	Approche Genre et Développement
GIRE	Gestion intégrée des Ressources en Eau
H&A	Hygiène et Assainissement
HAMS	Hygiène et Assainissement en Milieu Scolaire
HEWASA	Health through Water and Sanitation - Ouganda
IEC	Information, Education, Communication
ITECA	Institut de Technologie et d'Animation – Haïti
JESE	Joint Effort to Save the Environment - Ouganda
JfW	Join for Water
MOC	Maîtrise d'Ouvrage Communale
MOL	Maîtrise d´Ouvrage Locale
MWE	Ministry of Water and the Environment (Ouganda)
MYP	Multi-Year Plan
NRDI	Natural Resources Defence Initiatives-Ouganda
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
ODD	Objectif de Développement Durable
ODRINO	Organisation de Développement Rural Intégré du Nord-Ouest - Haïti
ONG	Organisation Non Gouvernementale

OS	Objectif Spécifique
PHAST	Participatory Hygiene and Sanitation Transformation
PNE	Partenariat National de l'Eau - Bénin
PPE	Périmètre de Protection Éloigné (Burundi)
PPI	Périmètre de Protection Immédiate (Burundi)
PV	Procès-Verbal
RA	Recherche-Action
RC	Renforcement des Capacités
RCE	Régie Communale de l'Eau - Burundi
RDC	République Démocratique du Congo
REFAID	Réseau d'Egout à Faible Diamètre
SIG	Système d'Information Géographique
ST	ServiceTechnique
STBV	Station de Traitement des Boues de Vidange
SHVA	Système Hydraulique Villageois Amélioré
TdC/TOC	Théorie du Changement
TDR	Termes de Références
UE	Union Européenne
VBG	Violence basée sur le genre
WASH	Water, Sanitation, Hygiene

Contenu

Résumé 2

Executive summary 4

Liste des abréviations et des acronymes 6

Chapitre 1 Introduction 9

Chapitre 2 Objectifs, approche et méthodologie de l'évaluation 10

2.1 Objectifs et résultats attendus de l´auto-évaluation 10

2.2 Déroulement de l´évaluation 10

2.3 Principes et approches méthodologiques 11

2.3.1 La participation active des partenaires du programme au processus de l'évaluation 11

2.3.2 La participation d'autres acteurs du programme au processus de l'évaluation 12

2.3.3 Combinaison de l'approche qualitative et l'approche quantitative 12

2.3.4 Les sources d´information 13

2.3.5 Les outils de collecte et analyse de données 13

2.4 Échantillonnage 14

2.5 Limites de la méthodologie 15

2.6. L'auto-évaluation assistée comme apprentissage 17

Chapitre 3 Analyse des Cadres Logiques et l´atteinte des outcomes 19

3.1 Les contraintes de cadres logiques selon les équipes pays 19

3.2 L´atteinte des outcomes selon les rapports pays 20

Chapitre 4 Changements selon les acteurs 22

Chapitre 5 Évaluation selon les critères OECD-CAD, Genre et Participation 26

5.1 La pertinence 26

5.2 L´efficacité 27

5.3 L´efficience 28

5.4 La durabilité 29

5.5 L´impact 31

5.6 Genre 32

5.7 La participation 32

Chapitre6 Conclusions 34

6.1 Conclusions globales des équipes 34

6.2. Conclusions spécifiques des équipes 34

Chapitre 7 Recommandations 37

Annexes 40

Chapitre 1 Introduction

Le programme*Collaborer pour l´eau, pour unfuturdurable* de Joinfor Water (JfW) était mis en oeuvre de janvier 2017 à décembre 2021. Le programme a étéconçu pour intervenir dans 9 pays: la Belgique, l´Ouganda, le Burundi, la RDC, le Bénin, le Mali, l´Équateur, l´Haïti et leMadagascar. Les programmes au Madagascar et l´Équateur ont été clôturés (déjà prévu) et évalués en 2019

L´objectifglobal du programmeCollaborer pour l´eau, pour unfuturdurableestl´accèsinclusif et durable à l´eau et aux services d´assainissement de qualité pour améliorer la situationsocio-économique de tous, quipermettraauxhommes et auxfemmes de subvenir à leursbesoins, renforcer leur résilience, et leur permettre de se développer et faire leurspropreschoix.

Pour l´évaluation finale JfW avait accordé avec la DGD que l´évaluation finale soit une auto-évaluation assistée au niveau de 6 pays (Ouganda, Burundi, RDC, Bénin, Mali et Haïti). Les équipes pays de cette auto-évaluation étaient composées par des représentants du bureau régional/pays de JfW, un représentant du siège de JfW et des représentants des partenaires de JfW dans le programme. Le bureau de conseils Calipso Lda a été engagé pour accompagner et orienter le processus d´auto-évaluation et à la fin préparer le rapport de synthèse des 6 rapports pays.

Ainsi l´évaluation consiste en deux parties. La première partie est composée par les rapports pays préparés par les équipes pays, en annexe de ce rapport, et la deuxième partie est ce rapport de synthèse préparé par l´équipe de Calipso Lda.

Dans le cycle du projet l´évaluation est, en général, conçu comme outil d´apprentissage et réflexion qui informera sur les décisions futures à prendre. Malheureusement, selon l'arrêt ministériel et les directives de la DGD l´évaluation finale n´a pas pu être réalisé avant la conclusion de la formulation du nouveau programme. L´implication de cette situation est que des décisions importantes (stratégies, choix de partenaires, zones d´intervention, choix thématiques) etc. ont déjà été prises et que l´évaluation présente ne les influencera pas.

Par contre, cette situation a permis de profiter de cette évaluation comme un outil de renforcement des capacités des équipes. Ainsi cette évaluation a trois objectifs :

- Rendre compte des résultats obtenus à la DGD.
- Apprentissage de Join For Water, partenaires et autres parties prenantes pour aider à la définition, l'amélioration et la mise en œuvre de projets/programmes futurs.
- Renforcement des capacités de JfW et ses partenaires en matière d´évaluation et de gestion du cycle du projet.

Le processus pratique de cette évaluation a démarré en septembre 2021. Les travaux terrain ont été réalisés entre octobre et décembre 2021 par les équipes dans les 6 pays. La phase de rapportage s´est déroulée entre octobre 2021 et mars 2022.

Ce présent rapport de synthèse est basé sur les rapports provisoires pays (versions de février et mars 2022) et ne représente de la part de Calipso que la validation du processus et non des résultats, selon les souhaits du commanditaire.

Le lecteur notera que le chapitre sur la méthodologique et l´apprentissage (chapitre 2) est assez détaillé, car il nous semble être un chapitre crucial compte tenu de l'objectif d'apprentissage de cette auto-évaluation et pour valoriser le processus et les rapports.

L´équipe de Calipso remercie JfW et ses partenaires de la confiance, disponibilité et patience pour mener cet exercice défiant.

Chapitre 2 Objectifs, approche et méthodologie de l'évaluation

2.1 Objectifs et résultats attendus de l´auto-évaluation

Deux objectifs ont été assignés à cette évaluation selon les TdR (voir annexe 1):

- Rendre compte des résultats obtenus à la DGD.
- Apprentissage de JfW, partenaires et autres parties prenantes pour aider à la définition, l'amélioration et la mise en œuvre de projets/programmes futurs.

Un troisième objectif a été rajouté sur proposition du bureau d'études :

- L´évaluation sert d´opportunité de renforcement de capacités des équipes de JfW et leurs partenaires en matière d´évaluation.

Ainsi, les résultats attendus de l´évaluation sont :

- Appréciation des 5 critères du CAD-OECD1 : (a) la pertinence, (b) l'efficacité, (c) l'efficience, (d) l'impact et (e) la durabilité. Le programme ne doit pas être évalué selon le critère cohérence, récemment ajouté aux critères du CAD-OECD.
- En plus de cette appréciation, d'autres aspects doivent également être traités dans cette évaluation, notamment par rapport à la sphère d'influence de la Théorie de Changement (TdC) de JfW. À cet effet 4 questions évaluatives spécifiques avaient été formulées. (TdR) :

Comme produit final étaient prévus :

- 6 restitutions pays et 6 rapports pays (par JfW et ses partenaires)
- 1 restitution globale et 1 rapport de synthèse (le bureau d´étude Calipso).

2.2 Déroulement de l´évaluation

Chronologiquement, la démarche d'évaluation s'est faite en plusieurs étapes (voir annexe 2-itinéraire) :

- Réunion de cadrage Calipso / JfW à Gent (PV annexe 3)
- Analyse documentaire (consultants) (rapport de démarrage annexe 4);
- Ateliers de démarrage/ introduction en ligne avec les équipes locales CAR + partenaires et des représentants du siège de JfW[1]. Le programme des ateliers (voir Annexe 4) a évolué depuis les 2 premières expériences (Ouganda et Haïti). Chaque pays a participé à 3 jours d´atelier de préparation, même si l´organisation a changé d´un pays à l´autre, en partie aussi à cause des faibles connexions[2], Tous les participants ainsi que le siège de JfW ont reçu des rapports journaliers d´ateliers.
- Accompagnement de la phase de collecte et analyse de données par Calipso en Ouganda
- Collecte et analyse des données d'enquête de terrain (réalisées par les équipes locales + 1 représentant JfW siège + représentant CAR d'un autre pays) avec, selon les souhaits, un accompagnement à distance par Calipso.

[1]Notons que pas tous les personnes des équipes de terrain ont participé aux ateliers et que les personnes prévues de participer à la mission dans un autre pays ont participé dans les sessions de son pays de travail et pas dans la session du pays à visiter.
[2]Les formations en lignen´étaient pas idéales et il y a eu pas mal de problèmes de connexion (coupures, impossibilité de utiliserle video etc..).

- Restitutions locales dans 5 pays avec accompagnement à distance selon les souhaits par Calipso. (Effectivement réalisées auprès des équipes de RDC, Burundi, Ouganda et Mali[3]).
- Rapportage des 6 pays avec accompagnement à distance.
- Collecte de données supplémentaires par Calipso auprès des CAR (rapports interviews CAR en annexe 5) et des équipes d'évaluation à travers un sondage online.
- Synthèse des rapports et du processus
- Restitution online avec des participants de JfW de Gent et des CARS des 6 pays, ainsi que de quelques partenaires (rapport JfW de la restitution en annexe 11)

2.3 Principes et approches méthodologiques

JfW a accepté le défi de Calipso d'utiliser le processus d´auto-évaluation comme outil d'apprentissage pour les différentes structures de JfW et de ses partenaires avec des éléments de « formation initiale », appui / accompagnement par Calipso dans les différentes phases (préparatifs, collecte de données, analyse, restitution, rapport pays) et, le plus possible, l'expérimentation de l'approche d'évaluation par les pairs.

L'assistance externe était fournie à distance, avec une exception constituée par une mission de terrain en Ouganda par Calipso pour accompagner la collecte et analyse de données sur base de la formation initiale, afin de consolider l'approche d'appui à distance.

Dû au temps limité de préparation, les défis d´accompagnement à distance et encore le fait que à l´essentiel beaucoup d'outils de collecte de données pour l´évaluation ne sont pas différents des outils de l´identification participative de programme, Calipso avait décidé de baser la collecte de données au maximum sur les connaissances et expériences présentes au sein des équipes formées et d´éviter d'introduire des nouveaux outils[4]. Néanmoins, à la demande de l´équipe de Bénin quelques outils de collecte de données et d´analyse ont été proposés et utilisés (voir annexe 6 outils).

En aucun moment Calipso s'est substitué aux équipes évaluatrices formées dans les 6 pays.

Les principes sous-jacents à l'approche sont l'apprentissage et la triangulation. Ces principes impliquent une approche participative où les équipes locales assument la responsabilité du processus et le croisement des données issues des différentes sources afin de s'assurer des informations analysées.

2.3.1 La participation active des partenaires du programme au processus de l'évaluation

La participation des différents partenaires a été assurée par plusieurs mécanismes :

1. Des représentants de JfW – siège (5 hommes et 1 femme) étaient présents très activement à toutes les étapes du processus (définition et discussion des TdR, cadrage initial à Gent, workshops d'introduction de 3 jours par pays, préparations, définitions finales des questions évaluatrices locales, la collecte et analyse des données dans les 6 pays, les séances de restitution dans 4 pays et l'élaboration des rapports des 6 pays ainsi qu´au niveau de réorientations générales au cours du processus et la restitution finale.
2. Des représentants des CAR de JfW ont participé activement dans toutes les étapes réalisées dans les 6 pays (workshops d'introduction, coordination avec les partenaires,

[3]Calipso a participé à 4 sessions (RDC, Burundi, Mali et Ouganda).Selon les informations de l´équipe Bénin, une restitution de l´évaluation au Bénin a été faite à l´occasion de la clôture du programme. Calipso ne dispose pas d'information en ce qui concerne une éventuelle restitution en Haïti.
[4]L´exception était l´outil Forum pour apprécier les expériences de capitalisation, introduit dans les atelier en ligne.

préparations, collecte et analyse des données, restitutions, rapports et interviews spécifiques CAR à la fin du processus). La participation au niveau de la définition finale des questions évaluatrices locales a été réalisée au Mali, Bénin, RDC, Haïti et Burundi (En Ouganda le triage et reformulation des questions d´évaluation ont été proposés par le siège et approuvées par l´équipe terrain). Les représentants ont aussi participé à la restitution de la synthèse.

3. 4 représentants de CAR de JfW (Mali, Bénin, Ouganda (2), (100% hommes) ont participé aux phases de collecte et analyse des données comme « pairs » dans d'autres pays (Mali, Bénin, Ouganda, Burundi, Haïti).

4. Les ONG partenaires du programme ont participé à différents niveaux après la phase de définition des TdR et du cadrage à Gent. Avec des variations[5] les partenaires ont participé aux ateliers de préparation, à la définition des questions évaluatrices finales, la collecte et l´analyse des données et la restitution. En moindre mesure les partenaires ont participé dans la rédaction du rapport. Un représentant des ONGs AVEDEC (Burundi), Odrino (Haïti), AMASBIF et la plateforme COPIDUC de la commune 4 (Mali) et CIDRI (RDC) ont participé à la restitution de la synthèse.

5. Le représentant d'une ONG partenaire (AVEDEC – Burundi) a participé comme «pair» à la phase de collecte et analyse de données, ainsi qu'à la restitution dans un autre pays (RDC).

6. Les communes partenaires du programme ont participé à travers des représentants au Mali (2 X Bamako, 1 X de la région de Koulikoro, aucune commune de la région de Mopti) et au Bénin (3 sur 9 communes) aux ateliers d'initiation, à la collecte de données, ainsi qu'à la restitution.

2.3.2 La participation d'autres acteurs du programme au processus de l'évaluation

D'autres acteurs du programme ont été impliqués à plusieurs niveaux de l'évaluation dans les 6 pays, notamment comme sources d'informations (usagers d'eau potable et d'irrigation, comités de gestion, comités écoles, ménages bénéficiaires des ECOSAN, représentants services techniques at autorités locales, ….), mais aussi pour valider les résultats de l'évaluation – pays et fournir des recommandations par rapport aux interventions au cours des séances de restitution dans 4 pays (Services étatiques, comités locaux, autorités locales, etc.). En Ouganda, à la fin des sessions des entretiens groupés, l´équipe d´évaluation faisait une restitution des discussions aux participants (voir tableau des acteurs impliqués, annexe 7).

L´équipe d´évaluation de Burundi a encore décidé d´intégrer deux femmes externes à l´équipe afin de dépasser les contraintes pour les animateurs masculins pour échanger avec les filles.

2.3.3 Combinaison de l'approche qualitative et l'approche quantitative

L´approche de cette évaluation était un mélange de méthodes qualitatives et quantitatives, mais veillait toujours à ce que des exercices de triangulation soient faits :

- Exploitation et analyse des données quantitatives et qualitatives prévues comme sources d'information pour les IOV du programme, étant donné que les cadres logiques sont l'outil de suivi privilégié dans les 6 pays (selon les informations dans les workshops d'introduction) et qui donne lieu à des rapports internes trimestriels systématiques.
- Développement des données quantitatives et qualitatives issues de l'évaluation à mi-parcours de 2019/2020, là où cela pouvait s'appliquer.
- Collectes de données qualitatives et quantitatives auprès de différents bénéficiaires et acteurs du programme dans les zones d'intervention, surtout pour pouvoir apprécier des

[5]Pas tous les participants auxateliers ont participé dans la collecte de données et pas tous les membres des équipes de collecte de données ont participé aux ateliers de préparation. Le processus de définition finale des questions évaluatrices n´a pas toujours été très claire ni le niveau de participation des partenaires dans ce processus.

changements induits par le programme, selon ces acteurs, dans les 4 axes plus importants d'intervention (accès à l'eau / assainissement, gouvernance, GIRE et capitalisation/plaidoyer).

2.3.4 Les sources d´information

Les sources d´information étaient:

a) Plusieurs documents portant sur le programme (DTFs du programme des 6 pays, avec les différentes versions et amendements, notamment les cadres logiques, Rapports financiers des pays, les rapports d'activités (narratifs (internes) et financiers) et de suivi des projets et du programme de JfW et des partenaires et le rapport d'évaluation thématique à mi-parcours 2019/2020 (à différents niveaux JfW – Calipso)[6].

Calipso a exploité, à part ces documents, encore des notes stratégiques de JfW, *Les rapports annuels de JfW envers la DGD 2017 – 2020 et le rapport financier résumé 2017 – 2020*

b) Des documents externes, faisant partie des sources de vérification des IOV.

Les rapports pays ont fait très peu de référence aux (quelques) documents externes qui étaient prévues comme sources de vérification externes pour les IOV, soit parce qu'ils n'étaient pas (encore) disponibles, soit parce qu'ils n'étaient pas accessibles. Et même si dans certains cas ils figurent dans la liste bibliographique en annexe des rapports, rarement ils sont exploités (ex. études CAP au Mali, etc.).

c) Des documents thématiques consultés et référenciés :

- Lois et stratégies nationales sectorielles par certaines équipes pays

Calipso a exploité, à part ces documents, encore :

- Documents de référence WASH, genre, gestion de ressources naturelles, etc. au niveau international et national de certains pays.

d) Des documents issus des exercices de préparation /appui- conseil de Calipso

Rapports des workshops d'introduction dans les 6 pays, Restitution de la mission de Calipso à Ouganda, Rapports de restitution de 4 pays (RDC, Mali, Burundi, Ouganda), Présentations des expériences de capitalisation de 3 pays avec l´outil Forum (Ouganda, Burundi, Mali).

e) Des documents / rapports issus des exercices de collecte de donnés sur le terrain dans les pays.

f) Les résultats du sondage final du processus.

g) Le rapport de la restitution

2.3.5 Les outils de collecte et analyse de données

Au cours de l'exercice d'évaluation plusieurs outils de collecte ont été appliqués par les équipes dans les pays et Calipso.

Les Outils de collecte et analyse de données utilisés par les équipes sur le terrain :

Les équipes ont été conseillées d'utiliser surtout les outils de collecte maîtrisées. Même si au cours des ateliers d'introduction une grande gamme d'outils de diagnostic avait été mentionnée par les participants, et qu'une bonne partie des équipes travaillent sur le terrain avec les approches participatives PHAST, HAMS et ATPC (qui incluent une série des outils (participatifs)), la plupart des informations ont été collectées à travers des enquêtes / interviews individuels et collectifs et des visites des réalisations par les équipes.

[6] Plusieurs rapports font référence à l´utilisation des données de suivi (Haïti, Ouganda, Bénin) pour cet exercice d'évaluation, mais l´utilisation n´est pas référenciée et apparemment il n´y a pas eu des analyses à partir de l'outil de suivi KOBO.

Des outils supplémentaires de collecte et analyse de données ont été fournis par Calipso au cours de l'accompagnement des phases de terrain, sans que pour autant une introduction ou formation spécifique pour leur application ait été demandée ou fournie (rappel : outils en annexe6).

L'approche de collecte de données / diagnostic « par les pairs » entre acteurs « sur le terrain » n'a été rapportée que par 2 pays (Burundi, Haïti). L'outil « FORUM » a été appliqué dans 4 pays (Ouganda, Burundi, Mali et Bénin, avec la participation de représentants d'autres pays), mais les résultats des échanges n'ont pas été utilisés dans les analyses avec l´exception de Burundi. Toutes les équipes (sauf Bénin) ont utilisé l'échelle de participation, et au Burundi le « vote populaire » fut mentionné dans le rapport.

Un grand investissement dans l'apprentissage des cadres de JfW a été fait à travers l'approche par les pairs au cours de cet exercice d'évaluation. Des représentants du siège de JfW ainsi que de tous les CARs (sauf Haïti) se sont déplacés pour participer aux exercices locaux de collecte et analyse des données, ainsi qu'au rapportage (en partie).

Les Outils de collecte et analyse de données utilisés par Calipso :

1. Outils de diagnostic participatif appliqués au cours des ateliers d'introduction:

   Analyse SWOT (auto-évaluation rapide du projet) dans 4 pays (sauf Ouganda et Haïti), Variation de **world café** (formulation de questions évaluatrices) – **Outils sociométriques (**pour appréciation de degrés de participation) dans 2 pays (Ouganda et Haïti), **Tour de table / priorisation** avec postérieur classement individuel / par organisation (pour un inventaire des outils de collecte de données / diagnostic maîtrisés), **Evaluations / feedback digital journalier** avec « mentimeter » sur le degré de satisfaction et l'apprentissage et évaluations à la fin de chaque atelier (après les 3 jours), **FORUM (**échange online par les pairs sur le processus de capitalisation).

2. Outils appliqués au cours des interviews avec les CAR et les partenaires du programme:

   Sondage online avec google forms avec tous les participants des équipes d'évaluation, **diagramme de Venn** et **interviews semi-structurés**.

2.4 Échantillonnage

L'échantillonnage suivant a été fait :

1. L'exercice d'auto-évaluation du MYP4 a été concentré exclusivement (selon le souhait du commanditaire) sur 6 / 9 pays d'intervention (Haïti, Mali, Bénin, Burundi, RDC et Ouganda).

2. Les équipes d'évaluation de chaque pays ont réalisé les collectes de données sur le terrain avec des échantillons, dont les critères de sélection n'ont pas été expliqués dans les rapports.

3. La sélection des zones d'intervention à considérer était faite, en général, selon le critère de proximité du siège des programmes ou de l'accessibilité des équipes d'évaluation pour des raisons de sécurité. Ainsi au Mali la région de Mopti, en RDC les zones hors ville de Bunia, en Ouganda la zone the Upper Lake Albert, au Bénin la région Nord ne sont pas visités et en Haïti la visite à la zone d'intervention autour de Belladère a dû être raccourcie. Et ceci, en général, dans un temps extrêmement limité.

4. Toutes les équipes avouent que l'échantillonnage n'a pas été représentatif par rapport au nombre de bénéficiaires et, en partie, au type de bénéficiaires. Les rapports ne contiennent pas toujours la documentation complète des personnes et groupes rencontrés (nombre, sexe). En Ouganda, la fermeture des écoles comme une mesure COVID a rendue impossible une rencontre avec les élèves et le personnel des écoles (sauf 1 directeur). Par rapport au nombre de réalisations aussi seulement très rarement l'échantillonnage était représentatif, un des plus grands facteurs limitatifs ayant été le temps limité consacré à la collecte de données.

2.5 Limites de la méthodologie

Dans toute démarche méthodologique, il y a des insuffisances. Ces conditions déterminent en partie avec quelle confiance les résultats doivent être interprétés. Ainsi, celle-ci présente quelques limites :

A) selon les équipes pays (selon rapports pays) * = confirmation par réponses dans les sondages finaux et/ou commentaires au cours de la restitution)

Limitations	Pays	Conséquences
Manque de cadrage *	Bénin, Mali, Burundi	Analyse de donnés difficile ; outils pas suffisamment maîtrisés
Manque de ressources	Haïti	Manque de carburant - impossibilité accès à certaines rencontres, zones
Limitation outils / approches	Burundi, Haïti	Échanges par pairs n'entrent pas en profondeurs, doivent être complétés par d'autres sources
Nombre de jours très limité *	Bénin, RDC, Mali	Echantillonnage limitée ; pas d'enquêtes au niveau de non-usagers ; triangulations difficiles
Indicateurs du CL du programme ne contemplent pas les changements *	Bénin, RDC, Mali	Changements, évolutions, impacts, etc. Difficile à appréhender Triangulations difficiles
Manque d'expérience des équipes pays*	RDC, Mali	Éventuelle négligence d'éléments/ pas très complet, outils de collecte et analyse pas suffisamment maitrisés
Diversité des enquêteurs	RDC, Mali, Ouganda	Informations trop différentes / perte de cohérence dans les informations. La présence de « blancs » peut influencer les réponses (Hawthorne effect) et il peut avoir déperdition d'informations par traductions. Agents du terrain dans équipes d'évaluation peuvent influencer négativement la curiosité (on connaît déjà les réponses).
Accessibilité géographique limitée	RDC, Mali, Haïti, Ouganda	Echantillonnage réduit, exclusion de certaines zones d'intervention. Pas de possibilité de vérification/ évaluation dans une partie de la zone d'intervention. Séjour raccourci dans une zone.
Accessibilité à l'information limitée	Mali, Burundi, Ouganda	Résultats enquêtes finales n'ont pas pu être intégrées dans les collectes sur le terrain, difficultés de soutenir les résultats de forme plus objective – triangulation Les filles avaient des difficultés de s'exprimer sur l'hygiène menstruelle. Ecoles fermées (COVID)- pas d'informations possibles sur durabilité et impact.
Mauvaise période / fin de programme	Ouganda	Pas toutes les données disponibles, mais aussi manque de temps et disponibilité
Manque de regard externe	Haïti	

B) Observations supplémentaires de Calipso :

Comme conseiller et facilitateur du processus, Calipso a aussi quelques observations à contribuer.

- **Le moment choisi** pour cet exercice n'était certainement pas le plus heureux : La fin d'un programme et le début d'un nouveau programme ont beaucoup occupé les ressources humaines et « spirituelles » de tous les participants. Dans la zone des Grands Lacs les

missions terrains étaient pendant la saison de la pluie, qui peut avoir conditionnéla participation des gens (travaux champêtres) et compliqué l´accès[7] (voir Burundi).

- **Au début, la motivation des membres des équipes n´était pas toujours très élevée** du processus par le fait que l'utilité de l'évaluation n'était pas pertinente ni par rapport à la conception d'un nouveau programme (déjà conçu avec tous les choix stratégiques et soumis à la DGD), ni par rapport à un apprentissage et leur implication là-dedans (non-implication dans la confection des TdR et des préparatifs de tout le processus).
- **La réduction de jours de collecte de données** sur le terrain avait été une option de JfW dans la plupart des cas. La conciliation avec des disponibilités des représentants du siège était un facteur limitatif. Des 15 jours initialement planifiés pour les missions un nombre de jours limité a été utilisé pour la collecte des données auprès des autres acteurs et bénéficiaires (RDC4 jours, Ouganda 4 jours, Burundi 4 jours, Mali 3 jours, Haïti 8 jours, Bénin pas claire). La situation sécuritaire en Haïti a obligé les représentants externes de JfW à rentrer plus tôt que prévu ce qui a, visiblement, empêché le reste de l'équipe de poursuivre l'exercice comme prévu.
- **La documentation incomplète du processus** et des données (citations, personnes rencontrés etc.)
- **Possibilités de triangulation très limitées** (avouée par les équipes).
- **La difficulté d´évaluer la représentativité de l´échantillon.** La sélection des sites plus accessibles et le manque de critères de sélection objectifs des acteurs rencontrés a créé un biais, qui rend impossible d'évaluer la représentativité des données recueillies.
- **La diversité limitée des outils de collecte participatifs et ouverts** a souvent conditionné les réponses.
- **Moyens alternatifs de communication avec des zones d'intervention non-accessibles peu** ou pas exploitées du tout (radio, WhatsApp, photos, interviews par téléphone / skype). Seule l'équipe de RDC y fait référence.
- Selon les commentaires des équipes d'évaluation **JfW et les partenaires n'avaient pas d'expérience de suivre et/ ou évaluer leur programme par rapport aux changements induits / résultats / effets.**Ainsi l'exercice était nouveau pour beaucoup de monde et a obligé à regarder en arrière avec de nouveaux yeux, ce qui n'a pas toujours été facile.
- **La composition des équipes.** La grande majorité des membres des équipes était des hommes, ce qui, en partie, peut avoir conditionné l'accès à des réponses plus ouvertes de bénéficiaires féminines[8].
- Le fait de limiter ce rapport à un résumé des évaluations paysa eu comme conséquence que les réponses aux quatre questions évaluatrices spécifiques, posées dans les TdR ne soient inclues dans ce rapport.

L´échantillon très limité, le manque de triangulation et la documentation incomplète font que les résultats doivent être interprétés avec beaucoup de précaution.

[7]Une distortion systématique de la perspective. Par exemple les sites plus accessibles pourraient avoir été accompagnés de façon plus intensive pendant la mise en oeuvre et ainsi pourraient avoir de meilleurs résultats. Ou les conditions (climatiques -voir Bénin), sécuritaires (voir Mali) pourraient avoir eu des implications significatives sur la pertinence ou la mise en oeuvre des interventions.

[8]En reconnaitre cette limitation, l´équipe du Burundi, avait opté pour inclure deux femmes externes à l´équipe pour faciliter la communication avec des femmes et filles.

2.6. L'auto-évaluation assistée comme apprentissage

A part l'objectif de rendre compte des acquis du programme à la DGD après 5 ans d'implémentation, l'utilité de l'approche d'auto-évaluation assistée était un apprentissage de JfW et ses partenaires au niveau méthodologique (comment faire une auto - évaluation ?) et au niveau de recommandations pour des futures activités au sein des projets et programmes.

Il y a eu plusieurs moments d'appréciation et évaluation de ces apprentissages (annexes 9) :

1. Après les ateliers d'introduction (avec presque tous les participants)
2. Mentions au niveau de 5 rapports pays
3. Sondage final

En triangulant ces 3 éléments on peut constater que :

- Il y a eu évolution dans le niveau d'apprentissage au cours du processus : Si après les ateliers d'introduction 4 personnes n'avaient encore rien appris (mentimeter), à la fin il n'est resté qu'une seule personne (niveau siège) pour qui cet exercice n'a rien apporté comme apprentissage.
- Tous les autres participants au processus sont d'accord qu'il y a eu plusieurs apprentissages, et par rapport à la méthodologie d'évaluation ainsi que pour l'avenir :

On peut distinguer 2 grands niveaux d'apprentissages : La participation et la gestion du cycle de projet, qui se fondent souvent dans un seul niveau – **la gestion participative du cycle de projet. :**

- **L'approche par les pairs** semble avoir séduit beaucoup de participants, ayant donné origine à des idées d'application et recommandations (promouvoir l'apprentissage par les pairs, augmenter les réflexions stratégiques avec les partenaires, etc.)-
- La reconnaissance du **temps additionnel nécessaire pour des exercices participatifs**
- La reconnaissance de l'importance de **l'implication d'un maximum d'acteurs** (aussi les bénéficiaires) dans toutes les phases d'un programme, y inclus l'évaluation a aussi généré des possibilités d'application pour l'avenir (plus de participation dans le montage du cadre logique, amélioration d'un suivi participatif, augmentation de la participation de tous les acteurs, y inclus les bénéficiaires….)
- La familiarisation avec des nouveaux **outils de collecte participatifs et leur animation** semble avoir plu à plusieurs participants.
- **L'auto-évaluation comme outil de gestion** est vu par beaucoup de participants comme un outil à intégrer systématiquement dans le cycle du projet, soit tous les 2 ans, soit comme approche d'évaluation à mi-parcours.
- **L'importance du suivi** dans ces différentes dimensions et aspects est ressortie comme un des grands apprentissages de ce processus et, pour y arriver.
- **L'importance de la construction du cadre logique avec des indicateurs plus adaptés.**
- **La conscience sur l'importance de la documentation** plus systématique complète les apprentissages par rapport aux différents aspects d'un meilleur système de suivi.
- Le besoin d'une amélioration de **la gestion des connaissances et apprentissages** a été une des leçons tirées de cet exercice dans plusieurs pays.

L'exercice a été considéré par plusieurs participants comme très positif :

- « Bien mené », « une bonne expérience », fournissant les possibilités d'un regard autocritique et plus en profondeur sur le propre travail.
- Avec une potentialité de renforcer les liens entre acteurs locaux.

- Des réponses et recommandations plus pratiques qu'une évaluation externe.
- Un renforcement de capacités en matière de gestion et organisation d'une auto-évaluation a été témoigné par une bonne partie des participants. (Sondage).
- Avec une potentialité de facilitation d'un transfert de compétences aux partenaires locaux sur les acquis.

Chapitre 3 Analyse des Cadres Logiques et l´atteinte des outcomes

Dans ce chapitre sera présentée l´atteinte des outcomes des 6 pays accompagnée par les contraintes des Cadres Logiques identifiées dans les rapports pays. L´analyse ne portera pas sur les résultats des pays individuellement.

3.1 Les contraintes de cadres logiques selon les équipes pays

Le cadre logique est l´outil privilégié de suivre l´efficacité d´une intervention. Au cours du processus d´évaluation les équipes ont découvert certaines limitations de leurs CL, qui nuancent les possibilités de mesurer l´atteinte des résultats :

Bénin

Les indicateurs du cadre logique n'abordent pas l´impact, aucun suivi spécifique n'a pu être mené là-dessus, ce qui rend très difficile la triangulation des quelques éléments d'impacts relatés lors des rencontres avec les bénéficiaires.

Du rapport du Mali et de la RDC (l´observation est identique)**:**

Il est apparu clairement que les indicateurs posent certains problèmes pour évaluer les changements réels qui se sont produits. Tous les indicateurs ne sont pas faciles à mesurer, ou les données externes ne sont pas collectées de manière cohérente tout au long du programme.

Burundi et Mali (les constats sur les indicateurs sont pratiquement identiques) :

- *La formulation de certains indicateurs est plutôt au niveau 'output'.*
- *Certains indicateurs sont qualitatifs ce qui ne devrait pas poser un problème en soi pour leur suivi, pour autant que leur formulation soit bien claire. Dans les scénarios de suivi il est explicitement décrit ce qu'on veut vraiment mesurer.*
- *Les sources mentionnées dans le cadre logique concernent surtout les rapports (internes) d'activités, des observations de terrain et les rapports d'autorités et services techniques. Le nombre de sources externes est limité et les chiffres se basent largement sur des données internes. Lors de l'évaluation l'équipe a essayé de collecter des données des sources, mais n'y a pas bien réussi. Parfois ces données n'existent pas, ou pas très désagrégées comme les budgets communaux, qui ne reflètent pas la partie pour le domaine de l'eau dans le budget total.*
- *Malgré les marges de progrès indiqués ci-dessus, l'évaluation a pu analyser les différents indicateurs pour tirer des conclusions suffisamment solides sur l'atteinte des résultats et de l'objectif.*

Haïti

- *Les indicateurs tels que formulés ne permettent pas de bien cerner les changements apportés par le programme. De plus, il y a le résultat qui n'a qu'un indicateur. Certains aspects de ce résultat n'ont pas d'indicateurs permettant de les apprécier.*
- *Certaines informations collectées ne sont pas présentées comme prévu dans le cadre logique (avec la distinction hommes-femmes).*
- *Enfin, il faut noter que les sources de vérification des informations fournies dans ce rapport sont plus qu'internes qu'externes. Elles sont surtout constituées de rapports internes (rapports annuels, rapports de missions, etc.). Très peu d'informations peuvent être vérifiées à partir des sources externes.*

Ouganda

- *La plupart des indicateurs sont des indicateurs de résultats. Les informations fournies par ces indicateurs sont intéressantes, mais elles ne reflètent pas toujours les changements induits dans le groupe cible.*
- *Les indicateurs ne sont que partiellement orientés vers les acteurs, contrairement à la théorie du changement.*
- *La plupart des indicateurs sont également très complexes car ils contiennent de nombreux critères à surveiller. Un scénario a été développé pour chaque indicateur, dans lequel les différents éléments de l'indicateur sont clarifiés, ainsi que la manière dont ils doivent être vérifiés. L'objectif de ces scénarios était de rendre les indicateurs plus spécifiques et plus mesurables. Dans la pratique, cependant, tous les éléments de l'indicateur ne sont pas pris en compte dans le suivi sur le terrain et seuls les critères les plus simples ont été pris en compte. Tous les indicateurs du cadre logique ne sont donc pas aussi faciles à mesurer.*
- *Plusieurs sources d'information ont été déterminées pour les différents indicateurs du cadre logique. En pratique, pour le suivi, on utilise principalement des sources internes (comme les rapports des partenaires). Souvent, les données de ces sources externes ne sont pas à jour ou les données proviennent du programme lui-même. D'autre part, le fait de ne pas utiliser ces sources externes ne permet pas de réaliser un certain nombre d'analyses plus approfondies.*

3.2 L´atteinte des outcomes selon les rapports pays

Pays	Énoncé outcome	Degré d´atteinte de l´indicateur selon les rapports
Mali	D'ici 2021, l'accès à l'eau (potable et productive), l'hygiène et l'assainissement dans le District de Bamako et les Régions de Koulikoro et Mopti est amélioré de façon participative, durable et équitable.	**IO 1 attendu***:* 50% de la population de Bamako, 90% de Koulikoro et 75% de Mopti ayant un accès à un point d'eau géré de manière efficace, efficiente et durable. **IO 1 atteint***:* 90% de Bamako, 78% de Koulikoro et 85% de Mopti ayant un accès à un point d'eau géré de manière efficace, efficiente et durable. **IO 2 attendu:** 80% de population de Bamako, 65% de Koulikoro et 80% de Mopti ayant un accès à un service d'assainissement efficace, efficiente et durable. **IO 2 atteint :** 94% de la population de Bamako, 76 % de Koulikoro et 82% de Mopti ayant un accès à un service d'assainissement efficace, efficiente et durable. **IO 3 attendu:** Augmentation des bénéfices moyens par producteur/ productrice des jardins maraîchers et périmètres irrigués. Les bénéfices à Koulikoro atteindront en 550M XOF/ha et à Mopti 800M XOF/ha. **IO 3 atteint :** 620M XOF/ha Koulikoro 718M XOF/ha à Mopti Augmentation des bénéfices moyens par producteur/ productrice des jardins maraîchers et périmètres irrigués.
Ouganda	Modèles améliorés de la GIRE sont mis en œuvre dans 2 bassins versants et des bonnes pratiques sont capitalisée au niveau national.	**IO1 attendu:** 77 % ont accès à l´eau potable et 90% des infrastructures nouvelles sont gérées de façon durable. **IO 1 réalisé:** 77% ont accès à de l´eau potable et 87% des nouvelles infrastructures sont gérées de façon durable. **IO 2attendu**: 6 hotspots dans le bassin versant du Mpanga, 2 dans le Bassin de Upper Lake Albert. **IO 2 Réalisé :** 8**h**otspots dans le bassin versant du Mpanga et 2 hotspots dans le bassin d´Upper Lake Albert.
RDC	Pérennisation de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et	**IO 1 attendu:** 20 400 personnes (ligne de base 95 101) supplémentaires (H/F) ont un accès durable à l'eau potable.

	l'assainissement par une professionnalisation de la gestion et l'application des pratiques de Gestion Intégrée des Ressources en Eau en Ituri, RDC	**IO 1 atteint** : 20 718 personnes (9 763 H / 10 955 F) ont un accès durable à l'eau potable. **IO 2 attendu:** 5.379 personnes supplémentaires (H/F) ont accès à l'assainissement de base amélioré. **IO 2 atteint:** 4.021 personnes (2.055 H/ 1.966 F) personnes supplémentaires ont accès à l'assainissement de base amélioré.
Haïti	Les conditions de vie de la population sont améliorées grâce au développement de deux bassins versants selon les principes de GIRE	**IO 1 attendu:** 3300 personnes (H/F) ayant accès à l'eau potable grâce à l'amélioration des infrastructures, total de 25 400 personnes. **IO1 atteint :** 6000 (H/F) personnes ayant accès à l´eau potable. **IO.2 attendu:** 800 personnes (H/F) ont amélioré leurs pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement pour un total de 439 hommes et 461 femmes. **IO 2 atteint :** 4295 personnes à Belladaire ont amélioré leurs pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement. **IO 3 attendu:** 11 structures de gestion de l'eau fonctionnelles dans le Bassin Versant Moustiques. **IO 3 atteint :** 7 structures de gestion fonctionnelles.
Burundi	L'amélioration de l'accès durable à l'eau et à l'assainissement par une meilleure gouvernance locale dans les Provinces de Bubanza et Bujumbura Rural à travers l'appui à la maîtrise d'ouvrage locale et en appliquant des principes GIRE.	**IO 1 attendu :** 115.501 personnes ont accès à l'eau potable, soit 20.400 personnes supplémentaires comparées à la ligne de base (95.101, source PCDC) **IO 1 atteint :** 20.718 personnes (10.955 femmes et 9.763 hommes): AEP = 13.266 personnes (7.131 F, 5.135 H); SA = 7.452 personnes (3.824 F, 3.628 H) **IO 2 attendu:** 5.379 personnes supplémentaires (H/F) ont accès à l'assainissement de base amélioré. **IO 2: atteint :** 4.021 personnes (2.055 H, 1.966 F ont accès à l´assainissement de base amélioré.
Bénin	Le service public et la gouvernance sont assurés afin de permettre aux populations de la zone d'intervention d'avoir accès durablement à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène à travers le respect des principes de la GIRE	**IO 1 attendu:** 52.500 personnes supplémentaires (H/F) ayant un accès durable à l'eau potable **IO 1 atteint:** 66 920 personnes supplémentaires (H/F) ayant un accès durable à l'eau potable **IO 2 attendu** : 66 500 personnes supplémentaires (H/F) ayant un accès à un meilleur assainissement **IO 2 atteint:** 60 696 personnes supplémentaires (H/F) ayant un accès à un meilleur assainissement **IO 3 attendu :** 448 personnes (H/F) dont la production agricole a augmenté ou est assurée grâce à une meilleure gestion des ressources en eau. **IO 3 atteint:** 1087 personnes (H/F) dont la production agricole a augmenté ou est assurée grâce à une meilleure gestion des ressources en eau. **IO.4** attendu : 5 actions plaidoyers menés avec succès **IO 4** atteint : 5 actions plaidoyers menés avec succès

Chapitre 4 Changements selon les acteurs

Dans ce chapitre les changements identifiés dans les rapports[9]pays seront présentés. Les changements sont organisés par les grandes thématiques d´intervention (Approvisionnement en eau, assainissement, GIRE, Gouvernance, Plaidoyer et Capitalisation). Les réponses aux questions: « Quels ont été les changements? Qu'est-ce qu'on aurait fait différemment? » ont été recherchées par les équipes d'évaluation auprès de différents acteurs, sur base de questions évaluatives formulées dans chaque pays au cours du processus (annexe 10-questions évaluatives).Dans la mesure du possible on essayera d´identifier quel type d'acteur a identifié quels changements (rappel : voir annexe7– tableau: sources information)[10].

Approvisionnement en eau potable et en eau agricole

Gain de temps par la réduction de distance, la réduction de temps d´attente (à travers l´augmentation de nombre de robinets). Ce changement est mentionné dans tous les pays par les usagers et par certains représentants des communautés et des élèves (en RDC).

Une meilleure qualité d´eau est mentionnée en Ouganda (mentionné par les représentants des communautés et usagers) et la RDC (usagers, gestionnaires des kiosques et élèves).

Lié à ce changement une augmentation de la disponibilité de service à travers une réduction des pannes (Bénin, usagers, REA Commune) ou une augmentation de la disponibilité de service en général (Ouganda, usagers et comités de gestion).

Une amélioration de la sécurité surtout des femmes et enfants (chargés de la corvée de l´eau) à travers l'emplacement des points d´eau (aussi dans les écoles) et la réduction des distances (RDC, Ouganda).

Une réduction des conflits au sein des ménages est notée (Mali, RDC, Ouganda) par des usagers). Ce changement est lié au fait que l´eau soit plus accessible et qu´il est devenu plus facile (pour les femmes) d'approvisionner le ménage en eau.

En Ouganda une amélioration de confiance dans la gestion des services d'eau est signalée ce qui est associé à l´introduction du système de prépaiement ("token") : les utilisateurs pensent que les risque de déviation des fonds s´est réduit.

Selon les gestionnaires des kiosques d´eau à Bunia (RDC) elles ont maintenant une source de revenus stable.

Au Mali est mentionnée une augmentation des revenus des groupements de producteurs des périmètres maraichers et en Haïti aussi (attribué à un meilleur accès à l´eau et l´utilisation des sous-produits ECOSAN). Et en Ouganda 17 éleveurs ont vu leur production et recettes s'améliorer grâce à la construction des abreuvoirs.

En RDC les écoles signalent une réduction des dépenses en eau pour les écoles.

Assainissement

Une localité plus propre est mentionnée selon des ménages sondés au Bénin et aussi en Ouganda où 4 villages sont déclarés être libres de défécation en plein air. Au Burundi des familles bénéficiaires mentionnent l´amélioration de propreté et réduction d'odeur autour de la maison (grâce aux ECOSAN). Au Mali la propreté améliorée des ménages est constaté par l´équipe d´évaluation.

---

[9]Dans les rapports les changements peuvent être trouvés un peu partout, et non seulement dans le chapitre spécifique des changements.

[10]Les références des changements dans les rapports ne sont pas toujours claires et certains changements, semble-t-il, sont des plutôt des opinions de l´équipe d´évaluation pays que la déclaration d´un changement par un acteur ou un fait triangulé.

Il y a des affirmations par les directions des écoles que l´assainissement dans les écoles réduit l´absentéisme des filles et/ou améliore le taux d´inscription et réduit le taux d´abandon (surtout pour les filles) en RDC, Ouganda, Burundi et Mali.

L´assainissement (latrines à la maison) semble contribuer également à une sécurité améliorée des femmes et filles et une augmentation de l´estime de soi (aussi associé à l´assainissement surtout aux écoles) est mentionné en RDC, Bénin (une femme bénéficiaire), Burundi (focus groupe bénéficiaires).

Plusieurs pays font référence à l´amélioration de la santé. En Ouganda (les membres des comités et confirmé par le centre de santé), RDC (les usagers, comités de gestion, gestionnaires), au Burundi (ménages et confirmé par le centre de santé) et Mali (sans source) une meilleure santé est signalée (au Bénin des comités mentionnent une diminution des risques aux maladies d´origine hydrique).

Burundi et Mali mentionnent encore la réduction des dépenses sanitaires. Ces améliorations semblent être liées à un meilleur assainissement et à l´amélioration de la qualité de l´eau. Au Burundi, par exemple, les ménages ont signalé un meilleur assainissement et l´associent à une meilleure santé (moins de visites au centre de santé).

Une augmentation de conscience (RDC, Burundi, Ouganda, Mali et Bénin liée à l´assainissement). Ce n´est pas toujours clair comment ce changement s´est traduit mais, au Burundi le changement de conscience en ce qui concerne les sous-produits d´ECOSAN est retrouvé dans l´application des sous-produits. Ici on a aussi constaté un effet d´essaimage- des gens sans ECOSAN ont débuté d´utiliser l´urine pour la fertilisation de leurs spéculations.

L´utilisation des sous-produits des ECOSAN est mentionnée au Burundi et Haïti. Dans les deux pays cela est associé à une amélioration de la production. Des écoles au Burundi ont encore référées de la recette complémentaire due à la vente des sous-produits.

GIRE

Une prise de conscience est notée par les équipes d´évaluation (Bénin, Haïti) ou mentionné par des membres des communautés (Ouganda). Au Mali ce changement est observé associé à la défécation à l'air libre. Le rapport de Burundi mentionne la prise de conscience des usagers en ce qui concerne le cycle de l'eau et l'environnement. Malgré certaines limitations, le rapport de RDC cite que des étudiants au sein des clubs HAMS ont clairement développé leurs connaissances liées aux principes GIRE. En Ouganda les membres des communautés ont aussi mentionné la formation des groupes qui veillent pour la conservation des ressources en eau.

Encore en Ouganda des familles ont été déplacées hors des zones de protection et des bénéficiaires ont perdu leurs sources de revenus et quelques personnes ont changé leurs activités économiques (production du miel) pour substituer la perte d´accès aux ressources naturelles (cité par des autorités et des membres des communautés).

Dans deux pays (Haïti et Ouganda) il y a eu de la restauration de terres dégradées. En Haïti la production agricole est relancée dans ces terres par 481 familles, en Ouganda on note surtout des effets écologiques : la réduction d´érosion et une récupération écologique dans des zones protégées (Membres des communautés).

Bénin signale une augmentation des revenus des groupements de producteurs des périmètres maraichers (productrices autour des micro-bassins) liés à l´application des principes GIRE. Une amélioration de la production a été signalée en Haïti, dû à la relance de l´agriculture dans des terres récupérées, au Burundi (lié aux sous-produits des ECOSAN), Ouganda (lié à la diversification et protection contre l´érosion et encore de jardins maraichers).

Comme conséquence de l'amélioration de l´assainissement et l´approche GIRE un site de débarquement des pêcheurs en Ouganda a été officialisé ce qui semble avoir engendré une

série de changements : des bateaux plus grands, qui vont plus loin ce qui augmente les prises de poissons et donc leurs revenus, ainsi que les revenus de comités de gestion et réduit la pression sur les zones de reproduction du poisson au bord du lac.

Gouvernance

Au niveau de la gouvernance la disponibilité des outils de gestion sont mentionnés : RDC plan sectoriel qui est référé comme étant une référence pour les acteurs (selon les interviews faits à plusieurs acteurs), en Haïti des planifications sont faites sur des bases plus objectives et chiffrées (diagnostics), selon l´équipe du Mali il y a l´utilisation plus systématique des contrats et au Bénin le Maire de Bopa et le deuxième Adjoint du Maire de Athiémé signalent une reddition de compte améliorée et qu´il est consigné dans les nouveaux contrats de délégation des FPM(selon l´ACEP et le Maire de Bopa).

Dans plusieurs de cas des changements de mentalité, conscience et connaissances sont signalés en ce qui concerne le paiement des redevances par l´équipe d´évaluation d´Haïti et Mail et aussi par certains comités d´usager en Ouganda où il est constaté que ce changement n´est pas généralisé.

Plusieurs équipes pays constatent également un meilleur fonctionnement des comités de gestion (Bénin -amélioration paiement des redevances; Mali, Haïti et Ouganda), même si cette amélioration n´est pas généralisée (voir par exemple Bénin et Haïti). Au Bénin une amélioration des paiements des redevances est signalée dans certaines communes et une régression dans d'autres (agents techniques, mairies). Dans d'autres pays (RDC, Mali)les coûts d´eau ont augmenté pour les ménages, ce qu'est lié au fait qu'avant ces ménages consommaient de l´eau des sources où ils ne payaient pas. Le prix d´eau s'est réduit dans un site en Ouganda selon les usagers à Nyakera ce qui est lié au changement du système d´approvisionnement.

Des liens renforcés entre les autorités et les communautés sont aussi mentionnés en Ouganda par des autorités et les représentants des communautés (par exemple en ce qui concerne la protection des ressources naturelles).

Tant au Mali comme au Bénin il semble être constaté seulement par les équipes d´évaluation que les acteurs communaux jouent de mieux en mieux leurs rôles dans la gouvernance de l'eau: Certaines autorités semblent faire un effort d´améliorer leur performance ; au niveau des communes (Mali et Bénin) de personnel spécifique a été affecté au sein des acteurs responsables pour assurer un suivi et en Ouganda les autorités font un effort de faire respecter des règles de conservation (adresser l´extraction illégale de sable) et la gestion du site de débarquement a été assumé selon les autorités et les représentants des communautés.

Bénin a aussi signalé que la redevabilité au niveau des détenteurs de pouvoirs est renforcée au niveau des communes et l´existence d´un cadre de concertation des acteurs de l'eau régi par un arrêté communal dans chacune des communes. Au Burundi la RCE tant de Bubanza que d'Isare est active et fonctionnelle selon l´équipe d´évaluation même s´il y a des multiples défis.

En ce qui concerne la participation des femmes dans les structures de gestion en Ouganda on note que des femmes ont assumé des positions clés comme président, secrétaire dans des différents comités, Haïti observe que des femmes ont pris de l'assurance face aux hommes pour les convaincre de leurs capacités à occuper certains postes stratégiques.Les rapports du Mali et Burundi mentionnent la participation des femmes sur des postes de responsabilité dans les comités de gestion. En RDC les contrats avec les gestionnaires et des entretiens avec les gestionnaires montrent que 80% des gestionnaires de kiosques sont femmes et au moins 1/3 des membres des comités de gestions sont des femmes.

Plaidoyer

Au niveau de plaidoyer l´équipe Bénin constate que les ACEP arrivent à faire un plaidoyer vis-à-vis des autorités communales. En Ouganda les représentants des communautés confirment qu´ils s´engagent dans le plaidoyer tant pour des meilleurs services, d´appui (pour des AGRs par exemple) ou le respect des règles

JfW elle-même est aussi engagée. Au Mali selon le rapport JfW a attiré l'intérêt d'un bon nombre d'acteurs nationaux et internationaux en ce qui concerne la pollution du fleuve Niger et a pu convaincre les autorités de plusieurs communes de Bamako d' inclure les gens de la communauté Bozo dans des actions d'accès à l'eau potable et l'assainissement.

En Ouganda le rapport note que JfW a réussi de renforcer le mandat des Comités de Gestion des bassins versants (CMO), la promotion de son modèle GIRE qui a été adopté par des autres acteurs et des membres de l´assemblée nationale de visiter des zones d'intervention ce que a contribué à contrôler des activités illégales d´exploitation de sable, mais il n´y a pas des références dans le rapport pour confirmer que ces changements sont aussi pressentis par les acteurs (CMO et autres).

Renforcement des capacités

En que qui concerne le renforcement des capacités les rapports font plutôt référence au renforcement des capacités des partenaires: Au Burundi est mentionné le RC en matière de la capitalisation et en Haïti le rapport a mentionné les capacités en matière d'ingénierie sociale (ODRINO) et de la GIRE (ITECA).

Autres changements

Changements au niveau de l´alimentation ont été signalés en Haïti (augmentation de la sécurité alimentaire), au Mali une augmentation de l'autoconsommation des produits issus de l'activité maraichère, ce qui est aussi mentionné en Ouganda par les waterboards (à travers d´appui aux jardins maraîchères) et une amélioration économique à travers des groupes d´épargne et crédit selon les représentants des usagers.

Si la liste des changements est assez longue, il est important de garder à l'esprit les limites méthodologiques de cette évaluation (voir chapitre 2) et la prudence qui s'impose dans l'interprétation des données.

Chapitre 5 Évaluation selon les critères OECD-CAD, Genre et Participation

Dans ce chapitre les programmes pays seront analysés selon 5 critères de l´OECD-CAD (Pertinence, Efficacité, Efficience, Durabilité et Impact) et encore des critères de genre et participation. Dans chaque section sont présentées les appréciations des rapports pays

5.1 La pertinence

Points forts selon rapports	Points faibles (selon rapports)
Besoins en eau existants dans la zone d'intervention (RDC- couverture 20%, Bénin - autorités confirment, Mali-besoins exprimés, OUG-moyenne 60% couverture, Burundi – couverture 48%, Haïti – couverture moins de 50%-COVID augmente pertinence; eau agricole nécessaire) **Besoins en assainissement existants** dans la zone d'intervention (Bénin - autorités confirment, Mali – "crise sanitaire " à Bamako, OUG – couverture moyenne 20% et expression de besoins en assainissement scolaire ; Haïti - défécation à l'air libre) **Besoins et lois en GIRE** existants (Bénin-à cause de conflits, changements climatiques-inondations, existence autres acteurs , OUG-Wetland coverage in Uganda has declined from 15.6% in 1994 to 8.9% in 2020+ wetland degradation 60%, Haïti - sécheresses et érosion.) **Approches intégrées dans politiques nationales** : (OUG –fin de forages et puits, assainissement scolaire) **Lois et stratégies nationales** EA existent partout, (Burundi : les actions cadrent parfaitement avec les PCDC et les PAI. Lois nationales GIRE existantes (RDC, OUG) A**cteurs/ bénéficiaires confirment la pertinence** (OUG, Haïti) **Partenaires avec expertise** dans le domaine (RDC – CIDRI : eau; documentation avec films En ligne avec d'autres interventions de la coopération belge (Mali-ENABEL dans la même zone d'intervention) **Choix techniques / approches pertinents** (Haïti – agroforesterie contre érosion ; Burundi – ECOSAN Cohérence avec autres acteurs (Haïti – eau UE, Burundi – ECOSAN pour protection de la nappe phréatique)	Protection de sources / **GIRE pas la priorité des populations** (RDC-en contexte d'insécurité, Mali – insécurité au Nord, Ouganda-protection pas prioritaire pour tous, potentiels conflits, Haïti – pas de politiques + insécurité) **Besoins en assainissement** pas suffisamment considérés (RDC - écoles Bunia) **Zone d'intervention (partie)** pas pertinente (RDC - accessibilité par insécurité, Mali – idem) **Doutes sur les options techniques** (Mali – arrosage pas efficient tenant compte de l'évaporation – contre le plan malien sur les changements climatiques, usine pas faisable, mettant en cause le choix assainissement, outils de gestion proposes non adaptés au niveau d'instruction des membres des comités, Burundi - toilettes ECOSAN - difficultés pour petites filles; taille insuffisante blocs latrines dans les écoles) Partenaires avec **peu d'expertise** dans le domaine (RDC – CIDRI en GIRE, HA; Haïti – ITECA - durabilité infrastructures/ comités. Partenaires avec **ressources limitées** (Mali – communes peu de ressources financières et humaines). Doutes sur le **choix des bénéficiaires** (Burundi - ménages moins vulnérables pour ECOSAN, mêmes ménages encadrés par Caritas en matière de fertilisation avec fumure organique de bovins). Changements dans les **responsabilités institutionnelles** (Burundi – RCE)

5.2 L´efficacité

Thématique	Points forts-selon rapports pays	Points faibles – selon rapports pays
Eau	Synergies avec autres acteurs (RDC groupe sectoriel EAU) Nombre infrastructures disponibles (RDC – kiosques + adduction, Mali-accroissement infrastructures, Burundi- Infrastructures construites, Haïti - réhabilitation et construction) Diagnostic et plan sectoriel très utile pour autres acteurs (RDC)	Approche limitée (RDC, Bénin-inclusion vulnérables ?) Fonctionnalité encore limitée (RDC) – interruptions fréquentes/ manque de régularité, Mali-interruptions et manque de régularité et quantité à Bamako) Non atteinte (Mali – indicateurs trop ambitieux (en 2020). Évaluation à mi-parcours pas utile (Haïti)
Assainissement	Nombre infrastructures disponibles (RDC – latrines scolaires, Mali-après réaffectation du budget STBV, Burundi - latrines ECOSAN, Haïti–ECOSAN) Changements de comportements acquis (Mali La présence générale de l'eau et du savon ou de la cendre pour le lavage des mains.) Résultats atteints (Bénin)	Approche très limitée (RDC- à 4 écoles; HA pas présent dans le plan sectoriel, Mali – certaines écoles.) Non réalisation certaines infrastructures REFAID + STBV, (Mali) Résultats très fragiles, demandent intervention des autorités (Bénin) Faible implication des acteurs en HA (Bénin)
GIRE	Bases communautaires lancées (Mali, Burundi –) Implication des services techniques donne des résultats (Mali – maraîchage,) Résultats dépassent les prévisions (Haïti,)	Capacités limitées des intervenants (RDC- CIDRI / JfW, Bénin - manque de connaissances en matière de artésianisme, Haïti – CBVRMED-faible capacité de médiation de conflits, faible rapport avec membres,) Soutien limité aux acteurs (RDC – CIDRI,) Réalisation partielle et non intégrée (RDC – dans les écoles, Bénin - faible opérationnalisation, Burundi – moins dans une zone, manque de protections de sources, etc. ; manque de suivi des plantules – Haïti) Réalisation pas accomplie (RDC – zone d'intervention inaccessible, Mali – processus initié seulement dans une zone-COVID, interrompue dans l'autre-COVID et insécurité) Manque de reconnaissance officielle (Bénin - protocole de suivi, RDC – plan sectoriel de l'eau, Ouganda-en partie,) Faible diffusion et réplication des approches (Haïti – manque de stratégie, Ouganda - réplication par autres acteurs très faible)
Gouvernance	Responsabilisation des acteurs gouvernementaux (RDC – plan sectoriel/ processus, Burundi-acteurs actifs en RCE / écoles	Rôle des femmes dans les comités encore limitées (RDC) Manque de responsabilisation des acteurs (RDC – plan sectoriel pas encore officialisé, manque de suivi des comités, Bénin-assainissement, Haïti - comités

	actives dans la gestion des infrastructures)	n'assument pas toujours leurs rôles, Haïti – relation CBVRMED avec CAEPA faible, Ouganda-GIRE) Faible taux d'application des contenus des formations (Mali -outils de gestion non adaptés aux niveaux d'instruction, turn over du personnel au niveau des communes)
Plaidoyer/ Capitalisation	RA/ exercice réalisé et en phase de finalisation (Mali – RA étude de cas,) Échanges d'expériences entre bénéficiaires très utile et bénéfique (Haïti)	Pas de capitalisation sur thèmes importants (Haïti – ECOSAN, approche des bassins versants,) Exercices trop tard dans le programme pour pouvoir être efficaces / utiles (Haïti – certains échanges) Résultats des capitalisations peu reconnues officiellement (Ouganda,)
EN GÉNÈRAL	Système de suivi comme garant de l'efficacité (Mali) Approche MOC a stimulé les communes (Bénin) Capacités acteurs augmentées (Bénin, Burundi) Atteinte acceptable (Haïti) Les équipes JfW et partenaires) efficaces dans l'accompagnement des acteurs (Haïti,)	CL ne permet pas une appréciation des changements induits (partout) CL ne pas suffisamment explicite (Burundi, Haïti) Activités prévus dans le CL limitent l'efficacité (Mali – assainissement, Burundi - activités agricoles) Résultats fragiles, enjeux de durabilité (Mali, Bénin, Haïti) Résultats fragiles – enjeux comportements (Bénin) Résultats fragiles - durabilité structures de gestions reste un souci (Haïti) Insécurité avec des effets négatifs (Mali)

5.3 L´efficience

Coûts d'intervention	**Points forts selon les rapports**	**Points faibles selon les rapports**
Taux de réalisation activités (= types d´activités)	JfW fait paiements directs au nom des partenaires (Bénin- depuis 2020 pour communes, adaptation constante aux communes) Substitution d'activités vu comme positif (Mali – autres infrastructures, **même dépassé** en infrastructures – Burundi, Haïti, RDC)	Retards (RDC-livraison matériel) Réalisation partielle des activités prévues (RDC-écoles moins que 50%, GIRE 10%, plan sectoriel 50%, Mali – région de Mopti GIRE, assainissement, Burundi – fermeture bureau JfW avec moins d'appui à AVEDEC; personnel réduit à Isare – moins de formations et "soft", protection captage de 4 sources pas réalisé - résistance communautés, 125/175 latrines ECOSAN fonctionnelles, suivi insuffisant ECOSAN ménages à Isare, Ouganda – formations, échanges – COVID). Partenaires reçoivent l'argent avec des retards (RDC – communication CIDRI/JfW, Bénin- lenteur administrative). Dispersion énergies (Bénin- réorientations en 2019, 2020,…) Non-réalisation d'activités prévues (Mali- STBV et 2ème REFAID, Ouganda- extension of the

		ramppump, construction of an irrigation system)
Taux de réalisation budget	Aménagements / gestion rationnelles des ressources (Burundi – réduction RH partenaire 1ère année, augmentation après, Ouganda- réduction coûts RH 1 partenaire par prise en compte par d'autres projets)	Moins que prévu (Burundi – formations, publications, plaidoyer, Haïti –réhabilitation au lieu de construction ; retards énormes pour des raisons sécuritaires et manque de suivi des partenaires, Ouganda – non réalisation de certains investissements (autres projets) Plus que prévu (en RH – JfW – Haïti, Burundi/Ouganda - coûts de matériaux de construction ECOSAN augmentés, Ouganda - coûts eau plus hauts avec approche "piped water", coûts ECOSAN prévus en 2016 pas réalistes - le triple était nécessaire).
Coûtsd'administration et suivi	Épargnes (Burundi/ Ouganda – JfW partage bureau avec autres ONGs; Ouganda - système de suivi digital est gratuit)	Coûts de fonctionnement élevés sans toujours aboutir à des résultats (RDC-contexte) Coûts personnel siège plus élevés que prévus (RDC, Mali, Bénin,)
Synergies	nn	nn
	Satisfaits, même si les coûts de fonctionnement étaient plus élevés que prévus.	

5.4 La durabilité

Type	Points forts	Points faibles
Technique	Conformité des investissements aux normes de qualité locales (Mali –, Burundi) Assimilation des modèles par utilisateurs (Bénin, Haïti) Bonne qualité des ouvrages (Bénin, Burundi - améliorations ECOSAN, Haïti – eau; stock de pièces de rechange) Outils techniques de suivi des comités disponibles (Bénin).	Problèmes techniques réguliers avec délais de réparation longs (RDC) Qualité constructions (RDC-kiosques, Mali – défaillances techniques et erreurs d'installation; matériaux de latrines pas durables, Burundi - améliorations nécessaires ECOSAN, pannes à cause de trop grande pression, 2 / 12 systèmes d'eau fonctionnent bien – trop de pannes, Haïti – manque de plombiers/ entretien – pannes; ouvrages pas toujours parfaits (tuyaux pas assez profonds - érosion peut les mettre à jour.) Modèles pas adaptés aux zones difficiles (Bénin)
Institutionelle	Cadres de concertation entre acteurs existent (Mali, Bénin, Burundi, Haïti - Belladère, Ouganda) Contrats entre acteurs existent (Mali – communes et associations, communes et réparateurs, ….). Bases lancées (Mali) Associations et comités actifs et engagés et reconnues socialement (Burundi, Haïti)	Comités avec des faiblesses en gestion (RDC-besoins en accompagnement, gestion pas efficiente; pas de comité de maintenance; Mali – outils de gestion non adaptés, Burundi - bénévoles découragés, Haïti-AIRM) Gouvernement n'assume pas son rôle (RDC-suivi comités, Burundi – zones de protection / Ouganda – encore faible) Communes n'assument pas leur rôle (Mali – manque de ressources, manque d'appropriation

	Reconnaissance légales des associations / comités (Bénin, Haïti) Communes/ Autorités renforcées (Bénin-MOC, Haïti - autorités informées) Existence de structures de veille citoyenne (Bénin) Suivi assuré par commune (Bénin - avec ressources des redevances) Partenaires renforcés en mise en œuvre projets (Haïti) Zones de protection reconnues légalement (Ouganda).	– REFAID en Commune I ; Bénin - risque de perte des redevances- réformes) Rôles et responsabilités pas très clairs (Bénin, Burundi – zones de protection/ nouvelle loi eau, Ouganda – encore faible) Comités pas reconnus légalement (Bénin-CLE) Cadres de concertation pas existants ou fonctionnels (Haïti,)
Sociale	Appropriation (RDC-kiosques /terrains, Bénin - implication des populations à travers CLE, CHA, ACEP) Accès général à l'eau, aussi pour vulnérables (Burundi) Absence conflits (emplacements bornes fontaines, assainissement, chaines de solidarité, genre – Burundi)	Prix de l'eau trop élevé pour plus vulnérables (RDC, Mali , Bénin) Manque d'appropriation totale de la communauté (Bénin et Mali – vandalisme dans les écoles – latrines et points d'eau, Burundi - difficultés installer protection des sources, Haïti - sécheresse conditionne la légitimité des comités) Conflits potentiels (Burundi – lors des pannes, foncier – mise en place de zones de protection, Haïti – irrigants en aval, Ouganda – besoins des populations pas considérés)
Financière / économique	Accroissement recettes/ meilleur recouvrement redevances (Bénin – commune) Comités avec bonne organisation comptable (Burundi RCE) Potentiel d'autofinancement (Burundi – ECOSAN – produits agricoles avec fumure humaine, vente urines par écoles, Haïti – Associations avec AGR) Nouveaux partenaires pour financement des comités / associations (Haïti)	faible autonomie financière des associations/ comités (Bénin + sanimarchés, RCE avec bilan négatif - Burundi, Haïti, Ouganda) Faible recouvrement des redevances (Burundi, Haïti) Faible application des recettes pour maintenance et réparations (Burundi) Coût élevé ECOSAN- accès limité (environ 530 EUR /latrine au Burundi, 740 /latrine en Ouganda) Coût d'entretien élevé ECOSAN – risque (Burundi)
Écologique	Études d'impact environnemental comme pratique (Mali) Consciences augmentées (Mali – engagements de non défécation à l'air libre+ agroécologie, Burundi – association pépiniéristes avec connaissances, tous conscients des dangers de l'eucalyptus, Haïti – habitants et écoles plus conscients)	Pas d'études, pas de mesures (RDC, Burundi – seulement avant exploitation de la source, Haïti- manque de données sur eau souterraine,) Techniques qui gaspillent l'eau (Mali-arrosage; Haïti – surexploitation AIRM) Risques environnementaux subsistent (Mali, Bénin, Haïti) Manque de protection des sources (Burundi,) Qualité d'eau menacée (Burundi) Mauvaise utilisation (Fèces utilisées aussi par ménages sans ECOSAN – Burundi)

	Modèle ECOSAN plus écologique - protection nappe phréatique (Bénin, Burundi, Haïti) Agriculture avec urines et non produits chimiques (Burundi) Zones protégées encore “intactes” (Burundi). Réduction risque surconsommation eau (Haïti – compteurs)	Manque de concertation entre acteurs (Haïti, Ouganda) Menace les besoins des populations (Ouganda)
		Pas de stratégie de sortie (Mali, Bénin)

5.5 L´impact

Points forts selon rapports	Points faibles (selon rapports)
Amélioration **santé** : Diminution maladies d’origine hydrique (RDC – selon interviews, sans chiffres, Mali – diminution risques des maladies liées à l'eau, Burundi- maladies diarrhéiques diminuées à Bubanza) Etat nutritionnel enfants (Mali) Diversification alimentaire (Haïti) Diminution temps de soudure (Haïti) Augmentation **revenus** (RDC- 17 gestionnaires kiosques, Mali – gestionnaires, producteurs sans chiffres, Haïti – chiffres, Burundi - à cause de la fumure organique ECOSAN?, Bénin - maraîchage selon témoignages ; nouveaux métiers, Ouganda – selon témoignages) **Épargne** (RDC – élèves /écoles ne payent plus l’eau; Mali selon interviews, sans chiffres- diminution frais santé) **Production** augmentée (Bénin – pendant toute l’année au tour des forages artésiens, selon maire de Bopa, Haïti – augmentation terres cultivables, nouvelles productions, etc., Burundi, Bénin - selon maire de Bopa) Augmentation **propreté** (Mali- selon interviews, sans chiffres -dans les ménages, corporelles) Personnes **vulnérables** ont aussi accès à l’eau (Mali - stratégies locales) Augmentation de la **cohésion sociale** (Haïti) **genre** (Haïti – meilleure prise en compte selon les partenaires, Bénin - femmes prennent en charge des dépenses au sein du ménage, RDC – augmentation statut des femmes gestionnaires des kiosques,)	Personnes plus vulnérables pas impactées positivement en matière d**e santé** (RDC- Données des centres de santé non consultés – pas de vérification possible; stratégies insuffisantes). Burundi : Au niveau de l'impact **socio-économique**, il y a certainement encore des avancements qui peuvent être faits dans la concertation et l'approche concertée entre tous les acteurs qui interviennent dans la même zone. Impacts **écologiques insuffisants** (Burundi- La contribution à l'amélioration de l'environnement et à une meilleure résilience aux effets du changement climatique reste à renforcer à Bubanza.) **Impacts écologiques négatifs ?** (RDC - diminution des débits des sources, Mali – pas de contrôle de la qualité de l’eau sortie des REFAID,)

Impacts **écologiques** positifs (Haïti-dans le Nord-Ouest retard du processus de désertification, Ouganda-sans détails) **Autonomisation** structures (Bénin - écoliers et ACEP investissent en santé des populations), Augmentation **corps de métiers** (Bénin) Augmentation **taux de scolarisation** (Burundi – des filles,) Augmentation **estime de soi** (Burundi – latrines ECOSAN) Meilleure **gouvernance** (Ouganda – dialogue entre structures et gouvernement) **Probable amélioration de l'environnement et meilleure résilience aux effets du changement climatique**, (Burundi -particulièrement à Isare)	

5.6 Genre

Points forts selon rapports	Points faibles (selon rapports)
Au moins 1/3 femmes dans les comités (RDC, Bénin, Ouganda, Haïti – selon rapport 30%, selon annexes du même rapport – moyenne 23%- attention ! Dans la conclusion 78%) Femmes **prennent la parole** plus aisément (Ouganda) **latrines écoles répondent aux besoins spécifiques des filles** (RDC - modèles respectent intimité, Mali et Bénin - idem) **Modèles latrines écoles spécifiques handicapés**(Bénin) **La corvée de l'eau demande moins de temps aux femmes/ filles** (RDC, Mali, Bénin, Burundi, Ouganda) Femmes **gagnent du temps** en agriculture / maraîchage (Burundi) **Approche "do no harm"**(Bénin) Approche **d'inclusion genre** (Ouganda). **Plus de sécurité pour filles et femmes par la proximité de l'eau et latrines** (Bénin, Ouganda,) **Revenus supplémentaires pour femmes** (Bénin, Burundi, Haïti, Ouganda) **Femmes ont eu accès aux formations** et débats au sein du programme (Haïti)	**Pas de normes** pour assurer la prise en compte des intérêts des femmes (RDC - auprès des comités) **Hommes encore dominants** dans les comités (Burundi, -RCE) **Systèmes de gestion pas adaptés** aux besoins des femmes (RDC- modèle kiosques et assistance sociale pour gestionnaires) **Femmes avec profil bas** dans les structures de gestion (Mali) Femmes **encore timides** dans les rencontres (Burundi) **Répartition tâches dans les écoles** (filles et garçons) pour l'entretien se maintiennent (Mali, Burundi) **Personnel masculin** des écoles encore **avec difficultés** d'aborder l'hygiène menstruelle (Burundi) Pas d'attention aux **intérêts des jeunes** dans le programme (Haïti - pourtant important pour partenaires) **Approche pas suffisamment sensible** au genre (approche explicite manque - Bénin, Mali) **Personnel d'intervention** surtout masculin difficulté le travail avec les femmes / filles et sur certains sujets (Ouganda), Mali, Burundi) **Manque d'outils** pour suivi des effets des interventions au niveau du genre (Bénin)

5.7 La participation

Cycle du projet	Points forts selon les rapports pays	Points faibles selon les rapports pays
Identification	**Autorités** associées aux **choix de la zone d'intervention** (Mali, Burundi) **Partenaires associés** à l'identification du projet (Haïti, Ouganda)	**Très faible** implication de toutes les parties prenantes dans les identifications (RDC- manque de temps, Haïti - autorités peu impliquées dans toutes les phases)
Conception	**Partenaires associés** à la conception du projet (Haïti, Ouganda)	**Stratégies JfW** ont définies des choix conceptuels et stratégiques (RDC-GIRE, Mali – autorités – échec STBV, Haïti - **autorités peu impliquées** dans toutes les phases)
Planification	**Partenaires associés** à la planification du projet (Haïti – y inclus la budgétisation, Ouganda)	**Manque d'implication** des parties prenantes dans la planification (RDC-activités GIRE, Mali – autorités – échec STBV, Burundi – GIRE, Haïti - autorités peu impliquées dans toutes les phases)….
Mise en œuvre	**Nombreuses parties prenantes mobilisées pour la réalisation d'activités** - apports propres (RDC -eau, GIRE, Mali – autorités cofinancent. **Comités/ associations consultés** pour certaines décisions (RDC-emplacements kiosques, Burundi-groupes AGR/ECOSAN, Haïti – usagers pour emplacements ouvrages, Ouganda) **Fourniture informations** (RDC-diagnostic, Haïti – tous les acteurs), **Réalisation/exécution par partenaire** (RDC – CIDRI, Haïti – partenaires, Ouganda) Autorités et Services techniques impliqués dans **la conception des ouvrages** (Burundi-en eau,) "**bottom-up participatory approach" pour interventions** (Ouganda)	Acteurs **sans pouvoir de décision** sur activités (RDC- type et nombre activités dans les écoles, Burundi – usagers pas direct, RCE – commune encore à améliorer; faible implication autorités dans la GIRE, structures étatiques pas suffisamment impliquées, écoles sans consultation sur choix techniques; Haïti, Ouganda - autorités peu impliquées dans la mise en œuvre) **JfW prend/ doit prendre décisions** sur réorientations (RDC – GIRE, etc. En contexte d'insécurité) **Difficultés de communication JfW –** partenaires (RDC- avec CIDRI, Haïti –avec ODRINO) Mesures COVID ont empêché rassemblements / regroupements de personnes pendant une certaine période ce qui a **difficulté des processus participatifs** (Mali – GIRE, etc.)
Suivi	**Comité de pilotage** (Burundi) **Comités/ associations consultés pour le suivi** (Burundi-groupes AGR/ECOSAN; Haïti - Comités signalent des problèmes techniques; Ouganda - Partenaires font les suivi avec comités locaux) **JfW + partenaires** (Haïti)	**JfW et Partenaires** font le suivi (RDC, Haïti, Ouganda ; Haïti; Ouganda - autorités peu impliquées dans le suivi; Haïti - Usagers rarement impliqués –sauf enquêtes,)
Evaluation		**Haïti** - autorités peu impliquées dans toutes les phases

Obs 1. L'équipe du Bénin n'a pas analysé de façon spécifique le critère participation dans son rapport.
Obs2. Les notations (niveaux de participation selon l'échelle d'Arnstein) n'ont pas été reproduits, puisque la compréhension/ interprétation différait trop entre pays et que, en général, la classification a été effectuée unilatéralement par JfW / les équipes d'évaluation. Seulement les justifications/ explications ont été reprises et analysées.

Chapitre6 Conclusions

6.1 Conclusions globales des équipes

Au terme de l'évaluation, les équipes d´évaluation tirent des conclusions suivantes:

Burundi: Globalement *l'objectif et les résultats ont été atteints ce qui se reflète aussi dans la valeur finale des indicateurs.*

Bénin[11] : *Au regard des résultats obtenus qui sont en lien avec les questions évaluatrices des changements sont remarquables dans la gouvernance locale du secteur AEPHA par les autorités communales, dans le dialogue social entre les différents acteurs pour l'eau, dans l'accès des populations à l'eau et à l'assainissement puis dans la gestion intégrée des ressources en eau.*

Haïti : V*u le contexte très difficile on peut dire que le programme du MYP 2017-2021 s'est globalement correctement déroulé. En améliorant l'accès à des services d'eau potable, hygiène/assainissement et eau agricole, on peut conclure que le programme a eu des impacts positifs en matière de santé, sécurité alimentaire. Et grâce à l'approche GIRE et par, entre autres, la restauration de 211 Ha de terre, il a aussi eu un impact positif sur l'environnement.*

Mali : *En grande partie l'objectif et les résultats ont été atteints ce qui est reflété aussi dans la valeur finale de la plupart des indicateurs. L'instabilité politique au niveau national a eu peu d'incidence sur le fonctionnement des autorités locales. L'insécurité qui règne au centre du pays a impacté la mise en œuvre du programme.*

Ouganda : *Le programme a apporté une contribution importante à la réalisation de l'ODD 6 dans la zone d'intervention d'ici 2030. Non seulement, il a permis l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, mais il a également travaillé sur les autres cibles de l'ODD6 : amélioration de la qualité de l'eau de la rivière Mpanga, augmentation de l'efficacité de l'eau dans l'agriculture, mise en œuvre d'une gestion locale intégrée des ressources en eau, protection et restauration de l'écosystème lié à l'eau, développement du renforcement des capacités et soutien et renforcement de la participation des communautés locales.*

RDC: *Nombreux résultats du programme ont été atteints avec succès. Cependant, le programme a également fait face à plusieurs défis, conduisant à des points faibles importants (par exemple, la collecte de données, le plaidoyer). Malgré un contexte difficile, l'équipe aimerait souligner que les parties réussies du programme ont clairement fait la différence pour de nombreuses personnes, ce qui était évident pour toutes les personnes impliquées dans l'évaluation (individus, groupes, autorités).*

6.2. Conclusions spécifiques des équipes

Conclusions spécifiques en ce qui concerne l´approvisionnement en eau.

Burundi, Haïti, Mali et Ouganda ont tiré des conclusions spécifiques en ce qui concerne l´approvisionnement en eau. Les conclusions sont unanimes que globalement l´accès à l´eau s'est amélioré. Les 4 pays sont aussi unanimes dans l'expression de soucis au niveau de la durabilité surtout au niveau de la gestion (y inclus financière). Spécifiquement le Mali conclut que la façon, dont les communes et les services techniques jouent leur rôle dans la maîtrise d'ouvrage, est insuffisante.

Conclusions spécifiques en ce qui concerne l'assainissement.

[11]Le rapport du Bénin ne contient pas une section spécifique conclusions. Les conclusions présentées se trouvent à la fin de l´analyse des résultats (chapitre 5.6).

Les équipes de Burundi, Mali et Ouganda ont tiré des conclusions spécifiques en ce qui concerne l´assainissement. Les latrines familiales ECOSAN sont très appréciées et fortement demandées mais assez chères. La construction ou la réhabilitation des latrines améliorent l'hygiène, contribuent à la réduction des maladies et contribuent à la dignité, spécifiquement pour les femmes et les filles.

Les latrines construites ou réhabilitées dans les écoles en combinaison avec d'autres actions de HAMS ont contribué à une meilleure hygiène scolaire. Les latrines GHM ont eu un effet avantageux aux filles. Il y a une vraie appropriation des directions et des comités HAMS des écoles (Burundi, Mali, Bénin).

Conclusions spécifiques en ce qui concerne la GIRE

Burundi, Haïti, Mali et Ouganda ont tiré des conclusions spécifiques sur la GIRE. Les conclusions sont assez diverses. Au Burundi, à Isare, des expériences intéressantes et des résultats probants ont été réalisés et à Bubanza la protection des captages et des sources aménagées n'est pas complète et nécessite une attention particulière. En Ouganda la conclusion est que les initiatives des hot spots restent locales et que qu´il n´est pas claire laquelle des 2 stratégies appliquées est la plus adéquate. Mali conclut que le processus n'a pas été très participatif. Les ouvrages des SHVA sont de bonne qualité et les PM sont bien exploités. La production contribue à une meilleure nutrition des familles des exploitantes, mais surtout la vente du surplus permet aux femmes individuellement et/ou leurs groupements d'obtenir des revenus importants. L´équipe d´Haïti trouve que l´application des principes GIRE a été un succès partiel.

Conclusions spécifiques en ce qui concerne le partenariat et les relations institutionnelles

En Haïti l'appui à ITECA n'a pas donné le résultat attendu en ce qui concerne le développement des plans des sous bassins versants. La relation avec Odrino a été difficile dû à une différente interprétation des rôles de chaque partenaire. Cependant l'accompagnement d'ODRINO par JFW est évalué comme efficace par l´équipe d´évaluation en Haïti et a contribué à assurer la durabilité institutionnelle de cet acteur.

Burundi et Mali concluent que les bonnes relations entre les partenaires communaux et ONG, ainsi qu'avec les communautés et leurs structures représentatives ont contribué au succès du programme.

Conclusions spécifiques en ce qui concerne le Genre

En Haïti on estime que l'aspect genre a été suffisamment pris en compte par le programme puisqu'en fin de programme globalement 78% des postes à responsabilité de l'ensemble des structures de gestion étaient occupés par des femmes. Les femmes ont saisi les opportunités données et les hommes ont mieux acceptés et reconnus leurs capacités. Selon les rapports du Mali et Burund[12] le programme a réellement contribué à une amélioration des besoins pratiques des femmes. Il y a aussi du progrès au niveau des intérêts stratégiques par l'implication des femmes dans des structures de gestion, par leur participation dans des associations, par l'amélioration de l'estime de soi et par la possibilité pour les filles de suivre les cours en continu. Il y a pourtant encore de la marge de progrès. Aussi au sein des équipes de JfW et des partenaires le genre doit être un point d'attention.

Conclusions spécifiques en ce qui concerne la capitalisation

À l´avis de l´équipe du Mali il n'a pas toujours été évident à quoi les produits de capitalisation devraient servir et à quel public ils étaient destinés.

Conclusions spécifiques en ce qui concerne le plaidoyer

[12] Les textes de cette section des 2 rapports est identique....

Les deux pays qui tirent des conclusions sur le plaidoyer (Mali et Haïti) ne sont pas impressionnés par les résultats: selon l´équipe d´Haïti les documents produits n'ont donné aucun résultat en matière de plaidoyer et des résultats faibles en matière de participation aux plateformes de partage d'expérience. L´équipe du Mali constat que « seulement l'étude Carte d´Eau a été élaborée en vue d'alimenter un plaidoyer sur les risques de pollution du fleuve Niger par les eaux usées y versées sans aucun contrôle. La présentation de l'étude a attiré l'intérêt d'un bon nombre d'acteurs nationaux et internationaux, qui peuvent influencer les politiques à la matière au Mali ». Un autre plaidoyer, qui a connu du succès selon l´équipe du Mali, concernait le sort des communautés Bozo de les inclure de les inclure dans des actions d'accès à l'eau potable et l'assainissement à Bamako.

Conclusions spécifiques en ce qui concerne le montage du programme

Burundi et Mali sont de l'opinion qu'une réflexion plus approfondie autour des indicateurs aurait évité d'avoir quelques indicateurs difficiles à suivre ou des valeurs cibles pas tout à fait appropriées.

Conclusions spécifiques en ce qui concerne le suivi

Deux pays arrivent à des conclusions sur le suivi; Haïti trouve que le système de Suivi & Évaluation n'était pas assez performant et Ouganda observe que le système de suivi n´a pas pris en compte tous les éléments des indicateurs.

Conclusions spécifiques en ce qui concerne l´auto évaluation

Tant en Haïti qu'en RDC les équipes ont conclu que le processus d'auto-évaluation est un atout majeur pour améliorer leur fonctionnement futur et que le processus a été très intéressant.

Chapitre 7 Recommandations

En général les recommandations sont tirées du chapitre “Recommandations”, mais une partie tirée d’autres chapitres des rapports pays, notamment “ce qu’on ferait différemment” et les restitutions (signalées). Les recommandations faites pendant les restitutions ne représentent pas forcément les opinions des équipes d´évaluation.

Conception

Établir des lignes de base avec des données objectives en début du programme	RDC, Haïti
Indicateurs plus réalistes (SMART)	RDC, Mali, Burundi, Haïti, Ouganda
Améliorer méthodologies de vérification IOV	Mali, Haïti, Ouganda
Conceptions, budgétisation des modèles et programmation des ouvrages adaptés aux besoins	Mali (quantité ouvrages dans les écoles, aménagements maraîchage) Burundi (ouvrages pas en dernière année; plus d’attention aux captages d’eau), Haïti (concertation/ coordination entre équipes JfW pour définir les infrastructures); Ouganda (plusieurs modèles latrines, alternatives ECOSAN)
Choix des approches / méthodologies selon les besoins et réalités	Mali (maraîchage, intégration assainissement/agriculture, subventions aux plus vulnérables pour les latrines) Bénin (GIRE & ouvrages assainissement & coût modèles élevé) Burundi (plus de temps pour élaborer les stratégies complètes; foncier non seulement sensibilisation, impliquer multiplicateurs locaux; modèles latrines; stratégies implication usagers + représentativité femmes) Haïti (concertation/ coordination entre équipes JfW pour définir les approches et logiques d’intervention; définir stratégie d’apprentissage); Ouganda (landscape approach meilleure; plusieurs modèles latrines, alternatives ECOSAN)
Augmenter attention genre	Mali, Bénin (sensibilité + outils), Burundi (plus d’attention aux plus vulnérables; en général + équipes)
Augmenter le plaidoyer au niveau national	Bénin (assainissement), Burundi (eau)
Adapter la logique d’intervention, les procédures, etc. à une situation d’urgence	Mopti, Mali
Stratégies de sortie à partir de la moitié du programme	Mali

Gestion du programme / mise en œuvre

Améliorer le suivi des risques / contextes	RDC
Faire des études d´impact/ étude de faisabilité des actions GIRE	Burundi, Bénin
Améliorer communication JfW– partenaires	RDC
Améliorer soutien JfW– partenaires	RDC, Haïti
Solutions alternatives aux activités programmées pour atteindre des résultats devraient être envisagées	RDC, Mali

Collecte systématique de données au cours du programme - à tous les niveaux, sur plusieurs supports (suivi)	RDC, Mali, Bénin (suivi impact-), Haïti
Approfondir synergies	Mali (en général + relais communautaire) Burundi (reboisement; Caritas)
Améliorer stratégies “soft”, surtout les stratégies participatives	Mali (gestion financière et suivi des comités, stratégies vulnérables, appropriation, connaissances, participation communautaire à tous les niveaux, …; Burundi (accompagnement entretien des infrastructures ; multiplicateurs locaux comme stratégie de IEC ; stratégies meilleure implication des usagers), Améliorer la sensibilisation avant le démarrage du projet et sur l'utilisation ECOSAN et sous-produits, sur la protection des ressources.
Augmenter attention genre	Mali, Bénin (sensibilité + outils), Burundi (vulnérables ; blocs latrines écoles, augmenter représentativité femmes)

Partenariat / relations institutionnelles / Renforcement des capacités

Implication plus active des parties prenantes + responsabilisation	RDC (souhait lors de la restitution aussi), Bénin, Ouganda,
Inclusion plus active du Gouvernement / des autorités locales /autres acteurs	RDC (pendant la restitution), Ouganda, Burundi (Inclusion services techniques et autres acteurs mentionné à la restitution)). Bénin (Communes), Mali (communes et services techniques)
Augmenter soutien aux comités	RDC
Partage des leçons apprises avec et entre acteurs	RDC, Haïti, Ouganda (approches GIRE)
Continuation de bonne implication des parties prenantes	Mali, Burundi,
Améliorer communication JfW- partenaires	Haïti
Meilleure définition rôles des partenaires	Haïti, Ouganda, Bénin, Mali
Améliorer diagnostics et besoins de renforcement de capacités	Ouganda
Augmenter échange de connaissances JfW–partenaires	RDC, Haïti
Soutien thématique aux partenaires sur thèmes « nouveaux »	RDC, Haïti
Déterminer objectif et public de la capitalisation	Mali
Prévoir un renforcement institutionnel des partenaires et/ou autres acteurs après le programme	Mali (du chapitre “différemment”, Bénin (soutien des structures locales encore nécessaire), Burundi (communes et RCE; ménages), Ouganda

Propositions techniques

Construction latrines	Burundi, Mali (par des participants à la restitution),
Augmentation de quantités de connexions et infrastructures en fonction du nombre d’usagers	Mali
Caniveau à ciel ouvert au lieu des REFAID	Mali (d´un participant à la restitution)

Prévoir des forages à gros débit pour ouvrages à usages mixtes	Mali
Postes d’eau autonomes, non sur le réseau	Mali

Annexes

Annexe 1	Termes de Référence
Annexe 2	Calendrier
Annexe 3	CR réunion de cadrage (8 septembre 2021)
Annexe 4	Rapport de démarrage
Annexe 5a	Programme et participants ateliers d´introduction
Annexe 5b	Liste des Handouts ateliers d´introduction
Annexe 6	Interviews CAR JfW complet
Annexe 7	Outils complémentaires de collecte et analyse des données fournis par Calipso
Annexe 8	Données relatives à la participation des acteurs dans l´évaluation
Annexe 9a	Apprentissage ateliers et rapports
Annexe 9b	Apprentissage sondage formulaire résumé réponses
Annexe 10a	Questions évaluatrices formulées dans les ateliers
Annexe 10b	Questions évaluatrices retenues
Annexe 11	Présentation restitution globale